

N° 140 - JUILLET 1975

LE VRAI
VISAGE
DES
PAYS DE
LOIRE

(page 6)

LE PEUPLE 2^F BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé



M.P.B. / Thersquel

A QUOI SERVENT LES FÊTES ?

(Notre débat p.8 et 9)

5 LIVRES BRETONS POUR L'ÉTÉ

Edito

PAS DE SALUT POUR LE CAPITALISME BRETON

Le **gwenn-ha-du**, le drapeau breton, a de nouveau flotté aux tribunes, dans les manifestations et s'est étalé sur des tracts : « la mer bretonne aux Bretons », disaient ceux-ci. On aura reconnu la campagne menée par le P.D.G. Gourvennec, à la tête de la ligne de navigation bretonne B.A.I. pour s'opposer à l'ouverture à Saint-Malo d'une ligne concurrente, allemande celle-là : T. T. Line... Agitateur assagi, briseur de grève des banques agricoles, Gourvennec, a — pour la circonstance — retrouvé un instant ses accents revendicatifs et son talent oratoire. S'appuyant sur le sentiment breton, il défendait d'abord ses intérêts et il n'est pas dans notre intention de soutenir ce « petit chef » aux méthodes et aux buts parfaitement droitières. Il n'est pas non plus question de renvoyer B.A.I. et T. T. Line dos à dos, sans prendre parti. Car, dans cette affaire une fois encore, c'est l'emploi qui est en jeu et les syndicats de marins unanimes ne s'y sont pas trompés : sans défendre les patrons, il estiment devoir défendre leur outil de travail et l'U.D.B., parti des travailleurs bretons, ne peut que soutenir leurs revendications. Tout en soulignant que la situation actuelle est le résultat du Marché Commun que nous avons toujours dénoncé : la construction européenne est un beau prétexte pour laisser se développer la jungle des projets capitalistes que génaient les vieilles frontières ethniques...

Cette affaire est aussi une illustration exemplaire de nos thèses. Depuis plus de dix ans, l'U.D.B. démontre — et les faits nous donnent sans cesse raison — que la Bretagne est une colonie « à l'européenne ». Nous avons maintes fois constaté l'impossibilité d'accumuler du capital dans les colonies, en Bretagne en particulier. Dès qu'elles atteignent une certaine dimension, les entreprises bretonnes subissent la concurrence des firmes multinationales ou des trusts européens. Cette concurrence voue les entreprises bretonnes à une disparition à terme. Dans l'affaire des lignes maritimes trans-Manche c'est encore de cela qu'il s'agit...

Il est donc parfaitement illusoire de penser que le salut de la Bretagne et de son peuple puisse venir du développement d'un capitalisme « breton », comme certains courants régionalistes appuyés sur la petite bourgeoisie locale n'ont cessé de le prétendre...

D'une part, parce que « breton » ou pas, le capitalisme est partout de même nature et partout il repose sur l'exploitation des travailleurs. Ce n'est pas un hasard si Gourvennec, P.D.G. de la B.A.I., était aussi à la tête des commandos payans de droite qui prétendaient récemment interdire aux employés des banques l'exercice légitime du droit de grève...

D'autre part, parce que — aujourd'hui plus que jamais — le capitalisme n'a pas de patrie. Ce qui se passe pour quelques firmes en Bretagne se répète en France : beaucoup d'entreprises françaises sont absorbées par des sociétés plus puissantes, américaines ou autres. L'indépendance économique nationale est un mythe en système capitaliste. Par ailleurs, ce n'est pas parce que la B.A.I. de Gourvennec use et abuse du drapeau breton qu'elle en oublie ses intérêts : cette firme « bretonne » sait parfaitement passer commande hors de Bretagne (en matière d'imprimerie, par exemple) quand ses intérêts sont en jeu... La « solidarité bretonne » ne pèse pas lourd à ce moment là !

La solution aux difficultés bretonnes est dans une attitude diamétralement opposée : il faut revendiquer, sans laisser de place à l'illusion, pour le socialisme en Bretagne. C'est le seul moyen de sauver notre pays et son peuple.

Or, le socialisme en Bretagne, c'est l'affaire de l'U.D.B. Parce que notre parti — en progrès constants depuis onze ans — réussit, sur la base de sa charte, cette union des forces de gauche qui est si difficilement recherchée en France. Parti d'union où chrétiens et marxistes, réformistes sincères et révolutionnaires se retrouvent au coude à coude pour le combat prioritaire : sauver la Bretagne. Parti d'ouverture aussi : l'U.D.B. entend ne rejeter personne. Sur la base de notre charte nous souhaitons rassembler tous les Bretons de gauche qui veulent sincèrement en finir avec les illusions du capitalisme et qui veulent bâtir ensemble le socialisme libérateur.



La vie de

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

APPEL A NOS NOUVEAUX LECTEURS

Pour beaucoup d'entre vous, ce numéro de juillet du *Peuple Breton* sera celui de la découverte de notre journal. Aussi permettez-nous de vous présenter le plus important mensuel breton. Il y a onze ans, ce n'était qu'une modeste publication de 4 pages qui tirait à 1 000 exemplaires. Depuis, sans aucun recul, le nombre de nos pages n'a cessé de croître pour atteindre les 16 à 20 pages que nous publions en ce moment. Le tirage a aussi augmenté puisque, ce mois-ci, nous tirons à 11 000 exemplaires !

Comment — dans le contexte de crise de la presse que l'on connaît — nous en sommes arrivés là ? Essentiellement pour deux raisons. Tout d'abord, le P. B. est un journal entièrement militant (on ne le croirait pas toujours... à le voir !) : pas un de nos camarades n'est rémunéré pour son travail. De la rédaction des articles à la confection de la maquette, tout est bénévole : c'est notre façon de militer, de servir notre peuple. Une

bonne partie des ventes du numéro est aussi assurée par les militants de l'U.D.B. Et c'est cette accumulation de dévouements militants qui nous permet de tenir le coup face à la presse capitaliste et gouvernementale...

La seconde raison, c'est que depuis notre création, nous avons toujours été soutenus par nos lecteurs dont la fidélité ne s'est jamais démentie. Année après année, l'aide qu'ils nous ont apportée par l'intermédiaire de cette souscription a grandi, nous permettant de faire partiellement face aux difficultés de trésorerie qui résultent de la conjoncture. Prendrez-vous place à la suite de nos amis de toujours ? Merci d'avance pour ce que vous ferez.

3* liste

SOUSCRIPTION	
Vidament, Le Mans	30,00
E.G., St Pol de Léon	30,00
G.J., 22 Plouezec	20,00
Pilastre J.-P., Nantes	30,00
C.A., Rennes	20,00
A.M., Rennes	14,00
T., Tréguier	25,00
Bosse, Fourcoing	30,00
D. J.-F., Brest	15,00

214,00

Report de la deuxième liste... 1 511,34

TOTAL..... 1 725,34

Collections reliées

Nous signalons à nos lecteurs, et particulièrement aux bibliothécaires, archivistes, documentalistes, collectionneurs, etc... que nous disposons de collections complètes RELIÉES de l'année 1974 du *PEUPLE BRETON*.

Ces collections seront réalisées, au fur et à mesure des commandes, dans la limite des exemplaires disponibles.

Pour toute commande adresser un chèque de 50,00 F. (franco) à : Le Peuple Breton, C.C.P. Rennes 2365.76 avec votre adresse.

Leçons de musique
Instruments de musique
et partitions

VANNES - MUSIQUE

P. LOHÉRIC

46, rue Maréchal Leclerc 56000 VANNES

Ventes et réparations

IL FAUDRA
QUE JE PENSE
A FAIRE MON
CHANGEMENT
D'ADRESSE

Cliché Syndicalisme C.F.D.T.



« LE PEUPLE BRETON »
mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS

Ordinaire : 20 F

De soutien : à partir de 30 F

Etranger : 30 F

Etranger (par avion) : 45 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 1,20 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

L'Union démocratique bretonne

Chateaulin-Kastellin

La récente section de Chateaulin poursuit son implantation par des collages d'affiches dans Chateaulin, Port-Launay, Pleyben, Dinéault et Pont-de-Buis.

Les conflits qui se développent

ou se poursuivent dans la région sont suivis avec attention. C'est le cas, par exemple, de l'affaire Corlay, ou des implantations militaires de Ty-Vougeret où, les terrains étant maintenant achetés, la partie la plus difficile de la bagarre s'engage.

an emsaver

En Emsaver, c'est le militant breton.

C'est aussi le titre du journal intérieur de l'U.D.B. Jusqu'ici, il était photocopié avec les moyens du bord, et, pendant des années, il a été le lien indispensable entre les militants, à la fois organe de réflexion et « journal officiel » du parti.

Seulement, la photocopie c'est bien quand il n'y a pas trop d'exemplaires, et, vue la croissance de l'U.D.B., ça commençait à être juste... Alors, notre dernier congrès a décidé d'en faire un journal imprimé (et illustré !), que tout militant reçoit chaque mois.

Le premier numéro d'An Emsaver imprimé, c'est un pas de plus dans le renforcement de l'U.D.B. et dans la cohésion de ses militants.

Un pas de plus également vers cette organisation à laquelle le mouvement breton a toujours été allergique et que, pourtant notre peuple attend.



Tréguier-Landreger

Après les activités de soutien aux grévistes de la S.L.E. en mai (collecte, communiqués, organisation et animation d'un Fest-Noz, rédaction et distribution de tracts avec le front des organisations politiques de gauche et syndicales, versement de solidarité de 300 F

au comité de grève), la section a repris ses ventes à la criée et au porte à porte à Pleubian, La Roche-Derrien et à la sortie de la S.L.E. Hormis quelques portes refermées brutalement et quelques réflexions du genre « Non, je ne lis que les titres d'Ouest-France », cela a permis des échanges intéressants.

Lisez les brochures U.D.B.

- 1) L'agriculture bretonne. Positions de l'U.D.B. épuisée
- 2) Bretagne = Colonie, 120 pages, 2^e édit. 4,00 F
- 3) L'U.D.B. et la raffinerie de Brest 2,00 F
- 4) La « Charte internationale de Brest » 3,00 F

Pour les commandes, adresser un chèque (bancaire ou postal) à U.D.B. - B.P. 304 - 29273 Brest-Cédex. Ajouter 1,00 F pour frais d'envoi postal.

Cliché Le Peuple Breton.



Pourquoi,
maintenant,
il faut adhérer
à l'U.D.B.

Pourquoi j'adhère ce mois-ci à l'U.D.B. ? Pour la cause d'un peuple, pour celle des peuples opprimés.

Parce que l'U.D.B. doit devenir un parti de masse ; devant des dangers de plus en plus présents, les données économiques et politiques l'exigent. Seul le peuple breton est à même de prendre en main son destin, c'est affaire de démocratie !

Chaque jour éclatent de nouveaux problèmes, sur l'emploi, sur la qualité de notre vie : Laisserons-nous se développer une politique de tourisme de luxe, marchandage imposé par la technocratie parisienne ?

Laisserons-nous se développer la militarisation du sol breton ? La loi n'est rien quand le peuple en décide autrement...

Laisserons-nous se développer un urbanisme sauvage, la montée en flèche du prix des terrains, de celui des logements ?

Laisserons-nous démanteler notre agriculture, sous prétexte qu'il faut améliorer la rentabilité de l'exploitation ? J'ai pu lire depuis quelques années dans « Le Peuple Breton » les conséquences d'une politique aussi néfaste dans ce domaine que dans les autres !

A l'U.D.B., je vais lutter pour un équilibre entre les villes et la campagne, je vais lutter pour que cesse l'exploitation capitaliste des femmes et des hommes en usine. Ne faut-il pas encore faire des heures supplémentaires, pour un salaire de 1 200 F. par mois ? Oui, le Breton est travailleur, mais il a aussi sa dignité !

Je vais lutter pour que cessent les querelles intestines, facteur de division des travailleurs face à un même ennemi, le capital (breton et parisien), l'impérialisme, la répression.

Je vais lutter, à l'U.D.B., pour un enseignement diversifié, au service des jeunes et non du patronat. « Qualification professionnelle », « éducation » : que de bien grands mots quand on décide de diminuer les effectifs enseignants et d'augmenter ceux du personnel de répression !

Le breton une langue morte ? A revoir ! La culture bretonne ça existe, autrement que sous l'aspect folklorique. Que dire des festoù-noz qui, depuis quelques années, renaissent tous les samedis soirs ? Qu'il ne s'agit que d'une mode ? Non, l'âme bretonne ne s'était qu'endormie.

Face aux dangers, et pour l'avenir de la Bretagne, un seul combat : celui que mène l'U.D.B. depuis plus de onze ans. Rejoignons-la pour la cause d'un peuple et pour celle de tous les peuples opprimés ; pour celle de l'unité des travailleurs, des jeunes, des Bretons, face au destin qu'on veut leur imposer !

Jean-Yves TANGUY

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 197

Adresser ce bulletin (découper ou recopier) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

CHAMBON-NANTES



COMMENT

ON FERME UNE ENTREPRISE

L'INQUIETUDE est grande en Loire-Atlantique en ce qui concerne l'emploi. Isolée du reste de la Bretagne par un rideau de fumée soigneusement entrete- nu, peu familiarisé aux dimensions des Pays de Loire auxquelles il ne pourra jamais s'habituer tant ne concordent guère, ce morceau de Bretagne-Sud se sent abandonné. Les organisations syndicales et les partis démocratiques multiplient les initiatives pour faire face pendant que les Pouvoirs publics et la droite traduisent la situation à leur manière.

Les licenciements pour raisons économiques ou raisons individuel- les étendent leur contagion sur nombre d'entreprises, ce dont la presse écrite et parlée se fait im- parfaitement l'écho (telle l'ex-so- ciété nantaise de Voilerie devenue SOLISOL à Carquefou), très im- parfaitement puisque le souci total d'information ne situe pas les conflits sociaux dans les secteurs essentiels bien que les travailleurs soient la grosse majorité des au- diteurs et des lecteurs.

Les Etablissements L. CHAM- BON dans le quartier Lamoricière, sont un exemple parmi tant d'autres, de l'atmosphère qui rè- gne. Rendez-vous pris auprès des délégués C.G.T. et C.F.D.T., grâ- ce à un lecteur de notre journal appartenant à cette entreprise, nous arrivons au moment même où l'ensemble du personnel se di- rige, pancartes en tête, vers l'une des magnifiques demeures qui en- tourent la place Mellinet. Le pa- tron réside là. Nous nous joignons au défilé. Portes et fenêtres res- tent muettes malgré les cris d'ap- pel et les slogans clamés par les travailleurs. Le meilleur argument est la fuite quand on se fout du sort de ceux qui ont été les ar- tisans principaux de la prospérité

de l'entreprise et, surtout, de la fortune du patron. Après la consul- tation du personnel qui suit le dé- filé, René Chupe (C.G.T.) et Mar- cel Morin (C.F.D.T.) entourés des membres du C.E., développent pour nous toute la genèse de l'ac- tion actuelle et son cadre.

QUE SONT LES ETABLISSEMENTS CHAMBON ?

Créés au siècle dernier - 1875 - ils sont les témoins de la vieille industrie familiale nantaise. L'im- pression sur métaux et la produc- tion de boîtes métalliques sont leur but. Avant la dernière guerre mondiale, ils avaient une filiale à CASABLANCA et une autre à BORDEAUX. La famille Chambon n'a pas su échapper à la douceur de vivre qu'était celle de la bour- geoisie traditionnelle de Nantes aux dépens de la population labo- rieuse. La loi de la jungle capita- liste exige une certaine compéten- ce et une certaine combativité. Le déclin de l'entreprise apparaît net- tement par les chiffres suivants :

1955 : 300 à 350 salariés (dont des saisonniers)
1965 : 200 à 250
1975 : 90

LES RAISONS DU DECLIN

Nous l'avons laissé entendre, la Direction se laisse vivre à la fa- çon des féodaux. Elle pense que son autorité suffit pour que les chefs de services remplissent les tâches qu'elle dédaigne. Il ne lui semble pas pensable que ceux-ci bénéficient de l'apport des tech- niques de pointe par un recycla- ge indispensable. En fait, ils sont dépassés.

La bagarre - que nul n'ignore - s'instaure entre les Chambon (spé- cialisés dans le service commer-

cial) et leurs associés, les Lance- lot (attachés à la fabrication et à l'imprimerie).

Le fils Lancelot prend l'affaire en main, en 1972. Mais la bonne volonté ne peut remplacer les ca- pacités. La conjoncture économi- que aggrave ses difficultés, les restrictions de crédit et autres me- sures gouvernementales qui fa- vorisent les concentrations ne l'é- pargnent pas.

LE COMBAT ACTUEL

Le bilan est déposé le 28 février dernier et un syndic bien connu dans ce genre d'affaire est nom- mé : il s'agit de Me Romefort. Le Comité d'Entreprise est informé le 3 mars. Selon la Direction et le syndic, il n'y a rien de dramati- que. Les commandes sont nom- breuses. Une petite entreprise se- lon eux peut plus facilement sa- tisfaire la clientèle que les grosses boîtes par son travail à façon. En effet, l'horaire de 45 heures par semaine se poursuit. A qui veut l'entendre, la Direction déclare : "S'il n'y avait que la fabrication des boîtes métalliques, il n'y au- rait plus qu'à fermer la porte. Seule l'imprimerie fait marcher la boutique".

Mais le 13 mars, 13 licenci- ments sont annoncés. Cela va des manœuvres aux cadres. Cette me- sure est durement ressentie. La plupart des "rejetés" ont entre 20 et 35 ans d'ancienneté. Cinq ont plus de 60 ans. Comme si la Di- rection avait mauvaise conscience à l'égard de ces travailleurs, elle leur fait remettre à la sauvette les sommes qui leur sont dues sans un merci pour tant d'années pas- sées. La décision est, paraît-il, inévitable pour assainir et assurer l'avenir. Deux réunions du C.E. ont lieu ensuite sans autres pré- cisions que le fait accompli et les menaces qui pèsent toujours en raison de la procédure de règle- ment judiciaire. Las de tant d'in- certitudes, le C.E. demande une entrevue au syndic le 7 mai. Une délégation est reçue le 14. Nouvel- le bombe : l'imprimerie et l'ate- lier mécanique seront fermés. Un acheteur, un certain Bindchelder, ne reprendrait que la fabrication (31 salariés sur 91).

QU'EN PENSENT LES SYNDICATS ?

Des doutes se font jour dans l'esprit des représentants syndi- caux en ce qui concerne l'ache- teur éventuel. Il ne s'intéresse ma- nifestement qu'à la clientèle de l'entreprise. Ne vient-il pas au nom des établissements MASSIL- LY, à Cluny (Saône-et-Loire) ? Cela ne se traduira-t-il pas par des licenciements progressifs jus- qu'à la fermeture en fin 1975 ?

La totalité des Etablissements CHAMBON aurait pu être reprise par Bindchelder. Mais celui-ci ne veut pas heurter le pool CAR- NAUD-FERREMBAL qui dépend du trust DE WENDEL. Selon des sources assez informées, DE WENDEL aurait des participa- tions chez tous les clients de L. Chambon. Et puis, Marc Lancelot désirait-il ce rachat ? Ne risquait- il pas d'être remercié pour incom- pétence ? Certains bruits le lais- sent supposer.

"Ouest-Atlantique", association pour le développement économi- que : "L'acheteur a-t-il l'intention de s'implanter dans la région ?" les délégués ont cru déceler dans la réponse diluée des interlocu- teurs qu'il ne serait pas impos- sible qu'il y aurait une usine en troux parmi les imprimeries sur mé- taux. Dans le Sud-Finistère, elles sont au nombre de trois.

QUEL AVENIR ?

Les autorités officielles ne se rendent guère compte du rôle peu reluisant qu'on leur fait jouer. Leur attitude n'est guère encoura- geante. Paroles sublimes du Di- recteur départemental de la Mai- n-d'œuvre : "Je communique au Préfet..." Les miracles de Camous et de ses prédécesseurs, on les con- naît. Il est bien petit à côté des mutations industrielles et finan- cières qui s'opèrent au-dessus de sa tête. On comprend pourquoi il compense sa faiblesse dans les ar- restations, le matraquage et les machinations "Pays de Loire".

Autre leit-motiv : "Maintenir l'en- treprise". C'est bien l'espoir des victimes de la gigantesque stra- tégie des trusts et du Pouvoir à leur service. On n'ignore pas la manière d'agir :

- a) rendre marginales les peti- tes entreprises ;
- b) leur mettre des bâtons dans les roues pour les empêcher de se relever ;
- c) les faire disparaître.

C'est bien le cas présent. Ce mouvement de concentration me- nacerait même J.J. Carnaud à BASSE-INDRE, spécialisé égale- ment dans la fabrication des em- ballages métalliques.

La nouvelle crise que traverse la société capitaliste, à bout de souffle dans sa course incessan- te vers la croissance, est un pré- texte commode pour renforcer le gigantisme industriel, commercial et financier des plus puissants avec la complicité du Pouvoir poli- tique et d'un petit patronat qui préfère se subordonner pour un profit plus sûr, même chez leurs pro- pres concurrents.

Tout est mis en œuvre pour ne pas céder aux travailleurs, à leurs organisations et aux peuples qui n'entrent pas dans les perspecti- ves capitalistes. La répression an- ti-syndicale, les fermetures d'usi- nes, l'opposition à l'alignement des salaires sur les prix, le refus de tenir compte des intérêts des populations dans les projets nuclé- aires, les autoroutes, les ponts, les aéroports, les ports de plai- sance, etc... forment un tout. Ce- la rend plus apparent encore l'an- tagonisme de classes entre le pro- létariat et la bourgeoisie. Le cas Chambon est une partie de la si- tuation coloniale du peuple bre- ton. Et la situation coloniale du peuple breton est une partie de la situation coloniale des peuples défavorisés. C'est la mission de l'U.D.B. de le démontrer chez elle et d'appeler au même combat ail- leurs.

Alain Tassel
et Aldrig Russon

en ty coz
e MONTROULEZ
a zo Guinness bezz ar varriken
a chouchenn TEL : 88.07.65

J. Ménez

agence immobilière
jacques guégan

14, Boulevard Luchon - 59100 LORIENT - tel 21 19 21

A une question posée à

CHRONIQUE DES MARINS

UN BILAN DE FAILLITE

La pêche bretonne traverse une crise dont peu de gens soupçonnent l'ampleur et dont les effets risquent d'aggraver considérablement le déclin économique de notre pays particulièrement éprouvé par la crise du système capitaliste. En fait, cette situation n'étonnera que ceux (mais ils sont nombreux !) qui n'ont jamais compris qu'une telle évolution était inscrite dans les textes du Marché Commun que pour notre part nous n'avons jamais cessé de dénoncer depuis que l'U.D.B. existe.

Désormais, non seulement les armateurs industriels bretons connaissent des difficultés telles qu'ils sont pratiquement en état de cessation de paiements, mais c'est le tour aujourd'hui de la pêche artisanale que l'on a crue longtemps à l'abri, qui subit directement les effets des effondrements de cours (langoustines en Pays Bigouden, tourteaux dans le Nord-Bretagne, germon dans le Sud-Bretagne, etc.).

le que des produits achetés par des pays membres de la C.E.E. à des pays tiers (c'est-à-dire extérieurs au Marché Commun) pénètrent librement dans l'Hexagone en changeant simplement d'étiquette. Voilà ce que signifie la fameuse fermeture des frontières. Voilà pourquoi le thon japonais change de nationalité en arrivant à Venise et précipite l'effondrement du marché du germon et du thon tropical. Voilà pourquoi Norvégiens et Islandais exportent leurs produits sur la France à des prix de dumping par Hollandais interposés, suivis de près par les armateurs boulonnais qui ont très vite compris les profits juteux d'un tel négoce. Pendant ce temps on laisse entendre que de nombreuses aides ont été débloquentes : en réalité, il s'agit de promesses de prêts (et non pas de subventions !) qui ne sont pratiquement pas entrées en application 4 mois après la décision, pour la simple raison que les Finances (l'Etat dans l'Etat) font la sourde oreille.

des pêches européennes, et démontre que la situation ne peut fondamentalement changer tant que les mécanismes de prix et de marché définis par les organisations de producteurs (et compatibles avec les impératifs de rentabilité des armements) ne seront pas respectés par l'ensemble des pays membres du Marché Commun.

Telle est bien la question primordiale. Telle est aussi la contradiction fondamentale qui détermine la situation que l'on vient de décrire, étant donné par ailleurs la nécessité vitale pour le capitalisme européen de disposer, à l'intérieur de ses frontières, de produits alimentaires les moins chers possible (ceci afin d'éviter certaines causes de tension sociale).

Appliquée à la Bretagne, cette contradiction est encore avivée par l'importance relative du secteur de la pêche dans l'économie de notre pays : 15 000 pêcheurs, soit environ 60 000 actifs avec les emplois induits. C'est tout l'équilibre de la zone littorale qui est en jeu, y compris certains secteurs urbains (Lorient, Concarneau) essentiellement liés à la pêche.

Nous sommes bien à la veille d'une catastrophe qui s'inscrit dans la logique du système capitaliste, amplifiée par le néo-libéralisme giscardien. Quelles que soient les aumones du pouvoir, la Bretagne ne va pas tarder à comptabiliser un nouveau bilan de faillite, avec ses inévitables conséquences pour les travailleurs : chômage et émigration.

H.G.■

A Lorient, un conflit typique : LE PARADIS, SELON SAINT-SAUVEUR

LA biscuiterie St-Sauveur, rachetée par LU BRUN, groupe qui vient lui-même de passer sous contrôle du trust Céraliment, est bien dans la ligne de la surexploitation des travailleurs bretons. En effet, la comparaison entre l'usine de Lorient et les autres implantations de LU BRUN ne manque pas d'intérêt : pour les travailleurs lorientais, moins de 8 F de l'heure, (soit 1,50 F de moins qu'ailleurs), les heures de nuit payées à 25 % de supplément (50 % ailleurs), pas de prime de panier (contrairement aux autres usines), et enfin une prime de vacances très faible. Le travail se fait dans des conditions difficiles. Le rythme épuisant du travail à la chaîne s'ajoute à la chaleur étouffante de la biscuiterie. Des choses toutes simples, comme le fait de se moucher, nécessite la complicité d'un collègue pour ne pas être dépassée par le rythme du travail imposé. On se brûle les doigts en ramassant les gâteaux très chauds, et on travaille souvent dans une position inconfortable pour atteindre les gâteaux les plus éloignés. Sans parler des femmes enceintes, à qui on ne fait pas souvent de cadeaux...

comme « investi de tous les pouvoirs nécessaires » !!! Encore un aspect de la société décriée en marche. L'absence de satisfaction des revendications n'est pas justifiée par la situation de l'entreprise. Au plan de l'ensemble LU BRUN, le chiffre d'affaires de la société a augmenté de 23 % entre 73 et 74. Au plan local, l'embauche récente d'une bonne trentaine de personnes montre que « c'est la santé », pour les patrons.

LA GREVE, C'EST PAS LA JOIE

Le tonus des grévistes baisse cependant progressivement. A cause de la perte de salaire très dure pour des smicards. A cause de la forte proportion de femmes seules, qui ne peuvent compter sur le salaire d'un mari pour tenir le coup. Mais aussi de la peur du patron — peur de se faire repérer pendant la grève. La crainte de voir l'usine se fermer à un moment où il est question du rachat de LU BRUN par des trusts internationaux ne rassure pas les travailleurs qui connaissent le manque dramatique d'emploi dans le pays de Lorient. Enfin, les moins conscients ont tendance à considérer la grève comme des vacances supplémentaires, et non comme une lutte, où la participation de chacun est décisive. Par cette vague de chaleur, la plage est plus confortable que le piquet de grève.

LA LUTTE CONTINUE

Tenant compte de la situation réelle, les syndicats décident finalement de ne pas maintenir à tout prix une forme de lutte qui risque d'échouer complètement. L'arrêt de la grève peut apparaître comme une demi-victoire pour le patron qui n'a rien lâché. Mais le mécontentement du personnel n'a pas été inventé par les syndicats... Les travailleurs montreront par d'autres formes de lutte qu'ils refusent l'exploitation dont ils sont victimes comme les autres employés de LU BRUN, mais aussi la surexploitation évidente qu'ils subissent comme tant d'autres travailleurs bretons.

Joël Guégan.

LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Après une série de débrayages n'aboutissant à aucun résultat, la grève générale a été décidée, le 29 mai. Un « ras-le-bol » général a permis l'unité syndicale (F.O. et C.G.T.) qui n'était pas une tradition dans l'usine. Des ouvrières « d'habitude si calmes » ont surpris la direction en se lançant énergiquement dans la lutte. Telle ouvrière empêche les véhicules de sortir en s'allongeant sur leur trajet. Telle autre jette des œufs sur un groupe de non-grévistes et le directeur. D'autres, en délégation importante, font une sérénade au domicile personnel du directeur. Celui-ci refuse toute négociation, en affirmant qu'il n'a aucun pouvoir. La direction parisienne, consultée par les syndicats, le considère, par écrit,



Les pouvoirs publics admettent sans pudeur que la cause du mal tient essentiellement aux mécanismes de prix et de marché mis en place par le Marché Commun. Cet aveu hypocrite n'a d'égal que l'impuissance, habilement déguisée, du gouvernement français à stopper les importations. L'incohérence (voulue) du système est tel-

Dans ces circonstances, l'attitude des syndicats paraît quelque peu divisée. D'un côté une évolution fondamentale est en train de se produire au niveau du système de rémunération où l'on note une certaine tendance vers le salariat (c'est-à-dire une rémunération stable) par opposition au traditionnel système à la part si pratique pour désamorcer les conflits entre marins et armateurs. Mais cette évolution ne peut pour l'instant concerner le secteur artisanal. Une autre tendance cherche à analyser les effets de la politique

pladenou keltieg
rikou soner
38, rue pierre-semard
quimper

CLASSIQUE
VARIÉTÉS
POP
JAZZ
FOLK

Votre disquaire à BREST :

disco

39, rue Jean-Jaurès — BREST
DISQUES BRETONS ET CELTIQUES

BRASSERIE — RESTAURANT
Les Messageries
Place de la Mairie — RENNES
[ouvert jusqu'à une heure du matin]

D'AUTRES LE DISENT...

la croix

19-20 mai 1975

Jersey, l'île de la peine...

● Pour 500 Bretons, l'île anglo-normande n'a rien d'un paradis

« Punalisée » au mur, une grande carte de Jersey. Mais ici, dans le bureau de M. Vallée, responsable « agricole » de l'Agence nationale pour l'Emploi à Saint-Brieuc, elle ne promet ni détente ni rêve : bien au contraire, pour les Bretons qui ont défilé devant ce bureau, elle est là pour les situer géographiquement. Car, dans quelques jours, ils seront les tâcherons de la « Jersey Farmers Union ». Et ils savent bien ce que vaut, pour leurs bras, la terre de l'île anglo-normande : l'arrachage des pommes de terre de 6 heures du matin à 20 heures du soir. Boulot, dodo. Tous les jours de la semaine. Et parfois même le dimanche.

De notre correspondant : Roger LAOUENAN

Les fermiers de Jersey viennent de ratisser la Bretagne. Très vite. Ils opèrent avec l'Agence nationale pour l'emploi, qui annonce leur passage, recrute, présente les candidats, les accompagne (« pour ne pas en perdre en route ») et contrôle sur place les conditions d'hébergement. Ils vont vite en besogne les fermiers britanniques. *Time is money*. Par exemple : en une journée, ils ont recruté à Lannion, Tréguier, Paimpol, Plouha, Guingamp et Saint-Brieuc. Et ils sont repartis : dans leurs poches, les 500 contrats nécessaires.

Un petit recrutement. On a vu mieux. Dans les belles années, 2 000 à 3 000 Bretons œuvraient dans les exploitations de l'île. La mécanisation a réduit la main-d'œuvre. Cette année, la vague de froid trop tardive a perturbé la production de pommes de terre.

« Nous avons eu trois à quatre fois trop de candidats »

Il a fallu sélectionner. Préférence aux saisonniers attirés : « En fait, il y a trois catégories de candidats, nous explique M. Vallée. Le saisonnier habituel qui, en Bretagne, connaît déjà des conditions d'existence assez dures. Puis les marginaux,

les ex-hippies, ces jeunes gens travaillés par le « retour à la terre ». Une clientèle assez mauvaise. Ils sont déjà en conflit avec la notion de travail à la chaîne, donc avec ce qui les attend plus ou moins à Jersey. Enfin, une troisième catégorie de jeunes en chômage, souvent d'origine rurale, attendant le départ pour le service militaire. En général, ils donnent satisfaction. »

Il y a aussi la « liste noire ». Elle est là entre les mains de M. Vallée : des garçons qui ont eu des ennuis avec les fermiers ou la police, pour une bagarre, par exemple. Ils sont repérés, fichés par l'Office d'immigration. Et déjà refoulés par l'Agence pour l'emploi. Inutile de faire les frais d'un voyage.

Jersey n'est pourtant pas le Pérou. Tant s'en faut. Cette année, avec la baisse de la livre, l'heure est rémunérée à environ 6,30 F. Calculez ! A peine le SMIC ! Pour un travail abrutissant. Et la nourriture à la charge du saisonnier. Le fermier héberge. Et le Breton, écrasé de fatigue, se suffit de peu quant au logement. De l'avis général. Jersey ne vaut pas les conserves de l'Oise, ou les vendanges.

Promotionner et défendre l'Art.

Au service des artistes,

des éditions (livres et disques)

des associations (M.J.C., Maisons de jeunes,

Centres d'animation, Foires-Expositions)

KLAOD PAQUET

conseiller-secrétaire d'artistes
relations publiques

7, rue Broussais — 35000 RENNES — Tél. (99) 79.02.15

OFFICE BRETON DU SPECTACLE

« Le Teckel » 29128 Trégunc

CREATIONS et PRODUCTIONS de SPECTACLES
PROGRAMMATIONS — TOURNEES

ANIMATION DIZAINES COMMERCIALES, FOIRES-EXPOSITIONS, etc.
SOIREES DANSANTES — MATINEES ENFANTINES

Tél. (98) 97.62.53 LOCATION de CHAPITEAUX de 500 à 10.000 places
R. C. Quimper 63-A-210 FETE DE LA BIÈRE

LE VRAI DES PAYS

DEUX dépliant en faveur des Pays de Loire ont été distribués dans tous les établissements d'enseignement du 1er et du second degré. Ils ont pour titre « La région des Pays de Loire, c'est vous » et « Les institutions régionales ». La Préfecture, par le truchement de la Presse, ne s'est pas cachée pour déclarer qu'ils avaient pour but de conditionner les jeunes et d'atteindre leurs parents. Le terme « conditionner » n'a pas été employé, mais comment appeler autrement cette intervention politique dans un milieu, en majorité, sans défense ? Il est vrai que l'école a toujours été le terrain privilégié de l'assujettissement des personnes dans les pays qui prétendent ne pas être totalitaires derrière le mot truandé de « libéralisme ».

Le bluff le plus éhonté a concouru à l'élaboration de ces deux « tracts ». Ce n'est pas une réussite pédagogique. La densité du texte et la tristesse des couleurs montrent l'incapacité d'auteurs plus pressés d'argumenter que de respecter leurs lecteurs.

Malgré les mille aspects continus et renouvelés de la marque bretonne dans la vie quotidienne de Loire-Atlantique (bals, activités culturelles, signes distinctifs sur vêtements et voitures), malgré la présence... du passé (noms de lieux, monuments, noms de famille, etc...), les pouvoirs publics et économiques poursuivent une action de harcèlement en vue de donner vie à leur pseudo-région. Nous l'avons déjà écrit, nos compatriotes du Sud-Bretagne sont dotés :

1°) d'un Orchestre philharmonique dit O.P.P.L., orchestre coûteux dont le financement est difficile et dont l'utilité... populaire pose question

2°) d'un théâtre des Pays de Loire vivant dans les mêmes conditions

3°) d'une géographie des Pays de Loire qui a nécessité un déploiement exagéré de réceptions avec la fine fleur des notables

4°) d'une « Histoire des Pays de Loire », monument d'habiletés pour escamoter mille ans d'indépendance et d'autonomie d'un peuple.

A cela il faut ajouter :

— le contrôle serré des écrits et paroles qui touchent la grande partie de la population afin d'y bannir le terme « Bretagne », à quelques exceptions près, qui confirme l'impression générale de « passé en voie de disparition ».

— le jeu subtil des mutations, nominations, départs dans les administrations et parmi les personnalités dirigeantes des entreprises.

Voilà les grandes lignes de l'atmosphère qui règne dans ce département, et vient compléter le climat d'incertitudes et de luttes que les travailleurs des usines, des bureaux et de la terre connaissent avec son cortège de licenciés, de matraqués, d'emprisonnés.

Aujourd'hui les services du Préfet Amos s'en prennent aux enfants et aux adolescents. Analysons leur prose qui fait suite au sigle T.P.L. des informations télévisées (Télé - Pays de Loire) grossi sur l'écran par à-coups successifs et qu'ils prennent bien soin de reproduire.

UN GRAND JEU « SENTIMENTAL »

Dans ce domaine, nous glanons des affirmations ahurissantes telles que : « La région, c'est là où l'on se sent entre soi ». Faut-il prendre le parti d'en rire ? On met les hommes dans un espace déterminé et on les prie de « se sentir entre eux » afin qu'ils deviennent le troupeau compact dont la bourgeoisie a besoin comme producteur et comme consommateur. Pas question

de s'interroger sur les liens forgés autrement (origines, civilisation, labeur commun, échanges économiques qui n'ont rien à voir avec certains plans tournés vers le profit de quelques-uns, etc...)

Les plumitifs de la « Mission régionale des Pays de Loire » se sont chargés, selon eux, de « Révéler ces intuitions, souvent confuses... » Et c'est pourquoi « La Région dans ses limites et ses institutions actuelles est l'aboutissement de tâtonnements et réformes progressives ». Même quand, il y a peu de temps, les habitants de Loire-Atlantique se sentaient Bretons, ils étaient déjà « pays-de-loiriens ». En voulez-vous une preuve ? Deux « éminents » historiens (Mercier et Horeau) dans « Dans la boucle du Més : Mesquer, Quimiac et St-Molf », ouvrage préfacé par Olivier Guichard, ex-ministre, révèlent que Mesquer abandonnait (?), en 1375, la langue bretonne et rejoignait ainsi les Pays de Loire. En 1375 (!) Il est vrai que Camous ne connaît dans le passé que le Pays nantais où, sans doute, les Ducs avaient une résidence secondaire, le Château, comme l'affirma Pompidou.

Toujours, à propos de la région, une phrase sublime : Elle est jeune comme vous ». Et plus loin : « Vous êtes son avenir ». Du fait que ce cadre géogra-

va donc, eh, parcellaire !

A la jolie entreprise d'équarissage qui consiste à amputer la Bretagne de sa base ouvrière la plus forte, la presse locale apporte sa contribution fidèle. Les « quatre départements bretons », les matches Rennes-Nantes où les Bretons sont, bien sûr, les Rennais seuls, les « liaisons routières de Nantes vers la Bretagne » constituent les armes lourdes du pilonnage quotidien. Il arrive pourtant que, dans cette propagande monocorde se glisse quelque argument saugrenu. Ainsi, commentant l'étude de Jean Guiffan sur les élections législatives en Bretagne depuis 1845, un rédacteur, hélas anonyme, d'Ouest-France a eu cette phrase d'anthologie : « Il s'agit certes d'une étude parcellaire, puisque, fidèle à ses options de bretonnité, le professeur Guiffan, n'analyse l'évolution électorale que dans une unité qui regroupe les quatre départements bretons plus la Loire-Atlantique qu'il considère arrachée à l'entité ancestrale. Elle n'est pas moins significative d'un monde plus large : le grand ouest ».

Ainsi, pour Ouest-France c'est être parcellaire que de parler de la Bretagne entière et non des quatre cinquièmes du tout ! Curieuse arithmétique. A moins que la dernière phrase de cette citation ne nous donne la clé du problème ? Bien sûr ! La seule entité « significative », c'est l'ouest, et, si possible, le grand, vous savez, celui qui va jusqu'au plus oriental des députés d'Ouest-France. Ça au moins c'est scientifique et ça mérite bien d'être qualifié de « monde plus large » !

Bien joué, Ouest-France, mais quand cesserez-vous de confondre le mot « peuple » avec l'expression « zone de diffusion » ?

J.G.

VISAGE DE LOIRE

phique est « jeune », cela pardonne tout. Tant pis si la politique qui a calculé ce cadre est ancienne, plus vieille que celle du sinistre Louis XV, plus vieille encore que celle du malchanceux Charles le Chauve.

L'INVENTION HISTORIQUE

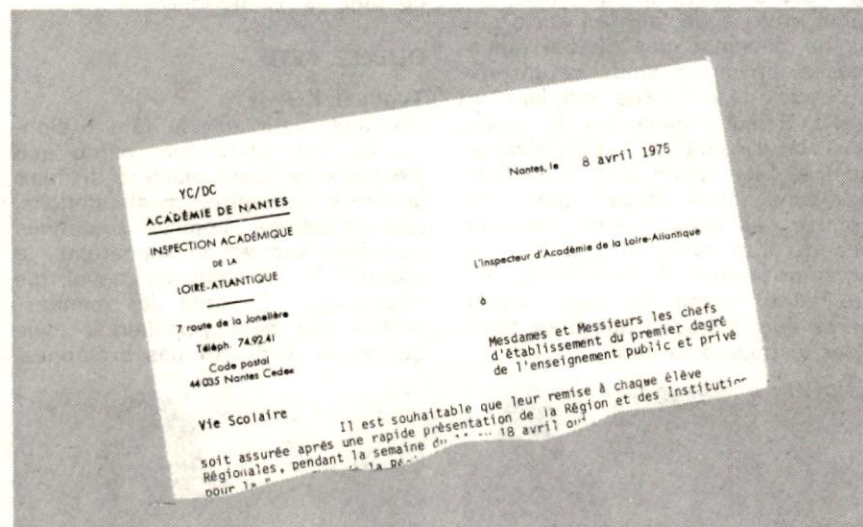
« Parlant la même langue, les Français se sont reconnus différents. » Avant le départ « égoïste » de l'Algérie, prétendue province française, NEUF langues étaient employées. Huit tiennent encore le coup en 1975 malgré d'incessants efforts d'étouffement. Mais ce n'est pas pour cette raison que les Français se sont reconnus différents, d'après les rédacteurs. Quelle est cette raison ? Mystère ! La bourgeoisie parisienne s'est emparée d'un espace extensible selon ses succès ou ses insuccès. Cet espace fait fi des civilisations différentes sur lesquelles il empiète : civilisation flamande au nord, civilisation catalane, basque, occitane, corse au sud, civilisation allemande à l'est, civilisation bretonne à l'ouest. Mais les scolaires ne doivent pas le savoir. Donc aucun scrupule à avoir.

argument que nulle gêne n'a empêché leurs auteurs de diffuser chez eux. Le fleuve, c'est un tronçon de route fluviale entre St-Nazaire et Angers. Tant pis pour les départements non concernés. Une belle communauté que celle créée par la Loire !

UNE LANTERNE MAGIQUE SOCIALE ET ECONOMIQUE

« Une économie complète et dynamique », « un essor nouveau de l'industrie », voilà des constatations qui feront « plaisir » aux 16000 chômeurs, aux jeunes sans débouchés, aux milliers d'interimaires, aux licenciés pour raisons économiques. On nage en plein rêve. Qu'importe, après tout, si la Loire-Atlantique bretonne sombre, quand les Pays de Loire se redressent (ce qui n'est pas évident).

Dans leur « palette industrielle » puisqu'ils la nomment ainsi, nos serviteurs zélés du Pouvoir ne craignent pas de citer des entreprises dont l'avenir n'est pas garanti : Creusot-Loire, S.N.I.A.S., SAY, LU, BN, C.P.I.O., etc... Il est vrai que l'irresponsabilité les dis-



« Ils ont cherché ce qui les rassemblait par groupes particuliers à cause de la géographie, de la culture, d'intérêts communs » déclare-t-on plus bas. Qui « ils » ? « Ils » c'est nous, pas le Pouvoir. A cause de la géographie ? La Loire sans doute ? A cause de la culture ? Quelle culture ? Cello dispensée par Paris ? Quant aux intérêts communs, on voit de quels intérêts il s'agit, mais sûrement pas celui des travailleurs si l'on en juge par le démenagement du territoire opéré en Loire-Atlantique.

UNE GEOGRAPHIE RECREEE

L'ignorance et le culot président à l'élaboration de certaines assertions. Un exemple : « La Région, c'est aussi le littoral atlantique avec ses marches (?) vendéennes et bretonnes ». Que veut donc dire le mot « marches » ? Comment peuvent-elles être vendéennes ? Il faut apprendre à la Mission régionale des Pays de Loire (1), puisque ces tracts émanent d'elle, que les marches bretonnes, angevines et poitevines ont toujours été celles qui précisaient le rattachement à l'une ou l'autre province de telle ou telle commune (Rocheservière, Champocéaux, Remouillé, Freigné, etc...). On est loin des élucubrations qui mélangent le littoral atlantique et les marches, puisque cela se passe aux limites du département du Maine-et-Loire et à celles de la Vendée.

« Le commerce servi par le fleuve... » Les Mayennais, Vendéens et Sarthois apprécieront à sa juste valeur, un tel

persénera de rendre des comptes lorsque la concentration exercera une fois de plus ses ravages.

L'INSTRUCTION CIVIQUE-CAMOUFLAGE

L'exposé des institutions régionales rappelle la fiction séduisante des manuels scolaires. On se sent l'élément d'une machine dont les rouages se complètent parfaitement. On se sent bien. Mais quand on sait l'impuissance des Conseillers régionaux paralysés par l'omniprésence du digne représentant de l'autorité de tutelle, on relit à deux fois : « Le Préfet instruit les dossiers et exécute les décisions ». Pas un mot par ailleurs sur la représentativité, contestée par tous les Partis de Gauche, du Conseil Régional. Pas un mot sur le rôle dérisoire du Conseil économique et social et le magouillage qui a aidé à sa composition. Pas un mot sur la politique budgétaire du Gouvernement...

« Le Parlement a défini ce cadre nouveau de la vie collective des Français ». Oui, il a défini ce cadre, mais nulle part il ne l'a délimité géographiquement. Il s'est contenté d'approuver un ensemble, malgré les nombreuses protestations qui, dans toute la France continuent encore. Les Pays de Loire, selon l'aveu même des politiciens de la majorité, sont le cas-record de l'illogisme en matière de régions.

On se contente d'énumérer 73 communes, 46 châteaux, 11 théâtres, etc...



Le contenu de la culture n'inquiète guère puisqu'il est entendu que la culture « doit aller au peuple ». Si elle va au peuple c'est qu'elle vient de quelque part, car le peuple est incapable d'élaborer sa culture selon la décision péremptoire des maîtres, ce qui se manifeste n'est que « folklore ». Folklore la langue bretonne, folklore les chants et les danses populaires, folklore les arts régionaux. La perfection ne peut pas naître de cela.

breton en tant que peuple. Notre combat anti-capitaliste sera global. C'est pourquoi nous dénonçons cette atteinte à la laïcité que constitue la distribution des dépliantes dont nous avons analysé les expressions les plus outrancières. Nous dénonçons également l'usage scandaleux de l'argent des contribuables.

LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE

C'est vous !



Cliché Le Peuple Breton.

Cliché Le Peuple Breton.

La propagande distribuée dans les écoles.

UNE CURIEUSE VISION DE LA CULTURE

Les thèmes de la bourgeoisie uniformiseront donc les populations des Pays de Loire dans l'impossibilité de trouver des sources communes d'inspiration. La tournure de pensée, issue de ces thèmes et la lutte sociale continueront à faire mauvais ménage. Ils limiteront l'application intégrale du socialisme par leur contradiction, c'est-à-dire qu'ils maintiendront les oppositions et rendront difficile tout travail d'explication.

LA PRESENCE IRREMPLAÇABLE DE NOTRE PARTI

Notre Parti est le seul à ne pas se satisfaire d'arguments en faveur d'une pseudo-région qui n'améliore rien. Il paraît qu'il y a des tâches plus urgentes. Nous disons non à l'exigence exclusive d'un combat partiel entraînant, pendant ce temps, la disparition du peuple

Nous exigeons que l'administration préfectorale nantaise soit renvoyée à ses tâches administratives et uniquement à celles-là. Que les Assemblées régionales aient le courage de révéler leur impuissance ! Que les patrons typiquement régionaux de la Chambre de Commerce de Nantes soient ramenés à une plus juste appréciation des intérêts départementaux, en face d'une concentration industrielle et financière qui se consolide de jour en jour HORS de Loire-Atlantique, avant qu'ils ne se décident à placer leur argent ailleurs comme l'ont fait bien d'autres.

Avec les travailleurs, avec l'U.D.B., clarifions la lutte un peu plus encore.

Aldrig Russon

(1) 16, rue du Roi Albert - 44000 Nantes

UN DÉBAT DU PEUPLE BRETON



Reproduit de « La Liberté du Morbihan »

Il y a six ans le Peuple Breton publiait un débat sur les « Fêtes folkloriques en Bretagne », qui, en même temps qu'il sonnait le glas d'un certain nombre de caciques du folklore alimentaire, donnait le signal d'un renouveau, qui, dans ce domaine, a dépassé tout ce qu'on pouvait prévoir alors.

Aujourd'hui, la fête en Bretagne, ça part dans tous les azimuts, parfois très vite et sans beaucoup de réflexion.

Pour faire le point, et pour donner au mouvement un élan nouveau, l'UDB a réuni le 2 février à Lorient, une table ronde sur ce thème. Nous publions ici des interventions de Patrick Malrieux (de Dastum), André Feller (de l'office d'action culturelle de St-Brieuc), Tugdual Kalvez (Kendalc'h), Bertrand Borne (d'Ar Falz), Gérard Pigeon (du Bleun-Brug) et de Melaine Favennec (des Diaouled ar Menez), réunis autour de nos camarades Joël Guégan et Claude Richard.

Claude Richard

Depuis 1969, il y a eu une évolution, certains vont dire en bien, d'autres vont dire en mal. Il y a eu une multiplication des festoù-noz, avec une participation accrue. Parallèlement des chanteurs sont apparus, qui existaient avant, mais qui sont devenus plus populaires, comme Servat et Stivell. Nouveauté également, leur participation aux luttes sociales, par les galas de soutien. Des formes d'expression cinématographiques ou théâtrales ont également vu le jour. Et puis, il y a les festivals. Certains ont été récupérés commercialement, Kertalig par exemple, d'autres ont essayé d'apporter quelque chose de nouveau, tel Lorient ; mais on peut également les critiquer sur le plan commercial.

Patrick Malrieux

Il y a une évolution contre laquelle on ne pourra rien : c'est celle des changements de société. La société rurale avait un certain nombre de moyens d'expression, la veillée, le fest-noz. Et puis la société rurale, et bien, elle devient citadine et les moyens d'expression changent.

André Feller

Traditionnellement, dans un spectacle on touche toujours à peu près la même clientèle. Au mai breton, à St-Brieuc, on souhaitait toucher une autre catégorie de gens, et c'est ce qui s'est produit. Surtout dans les manifestations très populaires comme les festoù-noz, les spectacles Servat et Stivell, mais pas tellement dans les débats, les réflexions qu'on voulait mener sur la vie en Bretagne maintenant. Les premiers festoù-noz ont été très réussis, puis on s'est aperçu que ça s'effritait peu à peu, que ça se transformait, un peu comme les bals, que les festoù-noz avaient d'ailleurs supplantés.

Patrick Malrieux

Je ne connais pas de pays en

Europe, ou de région qui ait récupéré les expressions publiques de manière comparable au fest-noz. C'est au point que des organisations qui n'ont rien à voir avec la Bretagne se sentent maintenant obligées, pour gagner des sous et pour attirer quelqu'un, de faire un fest-noz ; j'estime que c'est un acquis énorme. Que ça soit un peu négatif, sur le plan de la qualité, c'est certain.

Melaine Favennec

Je me réjouis de voir que les festoù-noz prospèrent. Actuellement, certains semblent déplorer que les festoù-noz se fassent par n'importe qui. Moi, je suis bien content quand on me téléphone en me disant : « Voilà, d'habitude on fait un bal, cette fois on va faire un fest-noz ».

A QUOI SERT UN FEST-NOZ ?

Bertrand Borne

Il faut toujours se demander, par qui c'est organisé, et pour quoi faire. Les fêtes de Cornouaille, par exemple sont fabriquées avec l'aide des commerçants de la ville, avec l'appui même d'un inspecteur de la jeunesse et des sports et de gens qui, par leur fonction, sont pratiquement obligés d'être dedans. Ça n'a rien à voir avec, par exemple, la fête du cheval, à Braspars. Là, on voit toute une population, ou du moins une frange importante être dans le coup, organisant sa propre fête. Il y a un jour où les chevaux défilent, il y a un soir qui s'appelle le Fest-Noz Vraz : beaucoup de gens du coin, les paysans des alentours, les touristes y étaient. La première fois que ça a été fait, les gens se sont dits : « on a fait un grand boum, il y avait du monde, mais on n'était quand même pas chez nous ». Le lendemain, on a fait un Fest-Noz Vihan pour les gens du coin et les organisateurs, avec des tripes « mod-kozh ». C'était absolument formi-

dable : les gens avaient appris à être ensemble. C'est-à-dire qu'ils organisent leur propre affaire, mais qu'après, ils vont se retrouver ensemble si un autre problème, plus grave, se pose dans le coin de Braspars.

Je ne pense pas que le fest-noz soit simplement un lieu où l'on fait de la musique et où l'on danse. C'est aussi l'endroit où l'on se rencontre, où l'on discute, où l'on vend des journaux, des livres quelquefois ; donc c'est très important et c'est à nous, en tant que militants bretons de faire en sorte que ça ne devienne pas un bal pince-fesses, où on va chercher une nana, où on va après pendant un quart d'heure dans les buissons, puis on revient. Moi, j'imagine très bien qu'on aille à un fest-noz sans savoir danser, pour rencontrer des gens. Ça ne me gêne pas du tout quand il y a des tas de gens autour de la buvette. Ça me gêne quand ils sont saouls, parce que je trouve que c'est triste pour le peuple breton.



Le Peuple Breton.

Fest-noz après le congrès de l'U.D.B. à Locudy

se contre les implantations militaires, on en vend ». Et puis c'est tout ; on n'a pas violé les gens. Même, à la limite, j'arrive à penser qu'un fest-noz où il n'y a pas un truc comme ça, c'est un peu triste ; c'est-à-dire qu'on se demande ce qu'on est venu faire...

Il y a des gens qui disent que le fest-noz est complètement récupéré, donc que c'est complètement commercial, donc que ça ne vaut plus rien. Ça me semble idiot si on ne précise pas pourquoi c'est fait, ce que ça va donner.

QUELLE FÊTE

Tugdual Kalvez

Il faut distinguer la fête bretonne, la fête folklorique, parce que c'est une certaine manière de faire la fête et les autres manifestations, non déclarées comme bretonnes que sont kermesses, mi-carême, le football, le cyclisme, le cheval, les fleurs, etc... Ce sont des manifestations qui sont populaires, mais qui ne se déclarent pas bretonnes.



Le Peuple Breton.

Patrick Ewen, lors d'un spectacle pour le Joint Français.

La fête peut devenir le combat d'un peuple.

Melaine Favennec

Souvent, à l'intérieur du groupe, on s'est posé cette question : quand on joue de la musique et que, tout d'un coup, avant de venir au fest-noz, on a une information à propos du mouvement du peuple breton ; il s'est passé quelque chose, et souvent on se demande dans quelle mesure des gens qui ont un pouvoir de sono, un pouvoir de scène, peuvent intervenir à l'intérieur de la fête pour faire passer une information.

Bertrand Borne

Moi, ça m'est arrivé dans un fest-noz à Brest il n'y a pas très longtemps, à Nantes aussi, de dire au gens « Ceux qui veulent des macarons pour le comité de défen-

Elles valent la peine d'être considérées.

Gérard Pigeon

La fête, c'est le seul instrument qu'on ait en ce moment pour essayer de donner aux Bretons, à la fois le moyen de s'exprimer, de se conscientiser sur certains plans, de se divertir, de se donner l'occasion de créer et de s'initier aussi, par la même occasion à ce qui peut se faire ailleurs, parce qu'on admet que tout apport extérieur peut être bon. Bien entendu, la fête folklorique n'entre pas dans ce cadre,

[Suite p. 9]

LA FÊTE EN BRETAGNE

bien que toute fête réussie soit à mon sens plus ou moins empreinte de la commémoration du passé.

La fête est, bien sûr, défoulement collectif, et célébration aussi. Elle est également moyen d'apprendre. Jadis, les fêtes en Bretagne, les grands pardons ou les grandes foires étaient peut-être les seules occasions que l'on avait de s'instruire de ce qui se passait dans le monde, par les colporteurs, les chanteurs de complaintes... C'était un moyen d'éducation et on peut retrouver cette fonction-là maintenant.

Tugdual Kalvez

Je ne suis pas sûr qu'à la limite la fête folklorique n'entre pas dans ce cadre. Par exemple, Quimper, ça peut être pour certains l'occasion de se divertir, pour certains de créer (les ballets bretons), de manifester ce qu'ils ont créé ; ça peut être l'ouverture au contact des groupes slaves, sud-américains, africains. Ce qu'il faut voir, ce sont les dominantes, ce qu'on fait le plus dans une fête folklorique. Est-ce la création ? Manifestement non. Alors la fête folklorique demande à être analysée, pour montrer comment on peut la faire évoluer dans le sens de ce que l'homme recherche dans la fête.

André Feller

Il faudrait peut-être ajouter une dimension, c'est que, quelquefois, la fête peut être une soupape de sécurité, de telle façon qu'à un moment donné on permette officiellement aux gens de s'exprimer pour mieux les reprendre en mains après ; on dit « **vous le pouvez, parce que c'est la fête, mais attention, après ce ne sera plus la fête** ».

La vraie fête, celle qui émane du peuple est plus subversive ; si petit à petit elle est devenue célébration c'est qu'il a fallu, pour le pouvoir en place, lui trouver une structure qui l'enferme, pour qu'elle ne devienne pas réellement subversive. La fête ne m'intéresse pas dans ce qu'elle a de célébration, mais dans ce qu'elle a de libération.

LA FÊTE, OU ?

Bertrand Borne

La première fois que j'ai été faire de la musique, c'était à Quimper, dans la Z.U.P. Moi, je m'étais imaginé que Quimper, c'est une ville de bourgeois, donc il n'y a que des bourgeois. Et bien, quand on est arrivé, les gars étaient tous au bar en train de boire, et ils ne causaient pas entre eux ; c'était bière sur bière, c'était la misère totale. Je me disais que c'était incroyable qu'il y ait une chose comme ça à Quimper, alors qu'il y a à peine quatre ans ils étaient en pleine campagne. Ils ont leur propre folklore déjà, et c'est la piste du samedi soir où on se défonce, le P.M.U. le dimanche matin et le match le dimanche après-midi. Leur week-end est réglé à l'avance, alors pour avoir prise sur eux, on peut leur parler de musique bretonne, ils n'en ont rien à faire, parce qu'ils sont dans un tel degré de misère psychologique. Alors ils prennent le plus facile à prendre.

Melaine Favennec

En ville, si l'on fait la fête dans un lieu neutre comme souvent dans un gymnase, où les murs sont gris, faire la fête là-dedans, ce n'est pas très drôle. Je suis étonné de voir que les graphistes, les peintres ne participent pas tellement à la fête.

GRANDES OU PETITES FÊTES

Bertrand Borne

Je voulais parler de la taille des fêtes. On peut penser qu'au-dessus d'une certaine taille, ce n'est plus une fête bretonne, mais une fête nazie, comme à Nuremberg. Des grands rassemblements, c'est indispensable quand il se passe quelque chose, mais quand il ne se passe rien ?

Si c'est organisé par les gens du coin, même avec des appuis extérieurs, ça garde quand même une dimension, je ne dirai pas humaine, mais où on peut encore causer.

Gérard Pigeon

Maintenant en Bretagne, il y a des villes de cent, deux cents, trois cent mille habitants. Si l'on n'est pas capable de greffer la culture bretonne sur ces villes, et bien, il n'y aura plus de fêtes bretonnes, il n'y aura plus de culture bretonne. Il faut des fêtes au niveau où se ressentent les communautés ; mais peut-être faudrait-il aussi une fête nationale bretonne ? Après tout, la fête de l'Humanité est une fête populaire, une vraie fête au sens participation, au sens culturel, même au sens transgression de pas mal de choses. Pourquoi n'y en aurait-il pas une comme ça, en Bretagne ?

D'AUTRES EXPRESSIONS

Gérard Pigeon

La musique n'arrivera pas seule à faire aboutir la conscience politique. Il y a d'autres formes d'expression, par exemple, le théâtre. Au Bleun-Brug, nous avons monté des spectacles de qualité, nous avons eu les paludiers de Guérande ; les comités de quartier de la

sont malades de la fête folklorique. Le folklore est la peste de la culture bretonne. Il est nécessaire de redonner à la fête un sens populaire, avec la participation du public. Les fêtes transforment les groupes en organismes dispensateurs de spectacles pour touristes et limitent les possibilités réelles d'approfondissements culturels. Elles montrent de la Bretagne un visage passeiste avec l'idée implicite qu'il n'existe pas de culture bretonne, mais seulement un folklore.

Alors viennent des questions : ne peut-on refaire des fêtes rendant leur fierté aux bretons ? Comment les repenser de manière à leur donner une ambiance exclusivement bretonne ?

Gérard Pigeon

Il suffirait d'assez peu de choses. Il n'y a peut-être pas besoin de tout remuer de fond en comble. Introduire ici un chanteur engagé, là une exposition, une pièce de théâtre, un débat politique ou autre, peut-être un défilé folklorique,



Christian Bonnet, à la fête des menhirs, à Carnac.

La Fête enfermée dans une structure, les notables en profitent.

Z.U.P. de Brest ont monté « Ça va chauffer dans la Z.U.P. », et les vieux de Sizun ont fait du théâtre en breton. En fait, le mouvement breton n'a pratiquement pas utilisé ni soutenu ceux qui ont voulu faire du théâtre en langue bretonne.

Tugdual Kalvez

Il y a une rapide évolution, et l'on trouve, à Kendalc'h, des textes qui disent : les cercles celtiques

puisque'il y a des gens qui aiment. A condition qu'on sache qu'il y a autre chose derrière, qu'on le dise, je crois qu'il ne faut pas être pessimiste. Je ne suis pas pessimiste ; la seule chose qui m'ennuie un peu, c'est l'absence de création. Mais si nos fêtes donnaient à cette création une place plus grande, je crois qu'elle renaîtrait. Il me semble que ça pourrait repartir. Il ne faut pas abandonner.



TRIBUNE LIBRE

LIBERTÉ SEXUELLE CONTRACEPTION, AVORTEMENT POUR QUI ?

Attentif aux conditions de vie et aux problèmes de toutes les catégories de travailleurs bretons, le P.B. a maintes fois dénoncé l'exploitation scandaleuse que subissent les femmes en Bretagne dans de nombreux secteurs (cf : Articles sur Transocéan à Brest, la SPLI à Fougères, les employées de la marée à Concarneau...etc). Mais sans doute n'a-t-il pas jusqu'ici, rendu compte des problèmes spécifiques de la femme. Cependant le récent congrès de l'U.D.B., grâce à une contribution de la section de Lorient, en a amorcé l'analyse et déjà défini des positions.

Voici le témoignage que nous envoie une lectrice, militante au M.L.A.C.

La lutte menée ces dernières années a fait avancer la liberté des femmes dans ce domaine. La contraception est maintenant remboursée ; l'avortement n'est plus illégal et la loi commence à être appliquée dans certains hôpitaux. O scandale : certaines femmes parlent de liberté sexuelle et de droit au plaisir !

Cependant, en Bretagne, le poids de la tradition et de la religion reste très lourd, et, plus qu'ailleurs peut-être se font sentir des blocages, des interdits, et la liberté est loin d'être acquise pour la plupart des femmes.

La contraception, que l'on croit répandue car les journaux ont parlé, à tort et à travers, de la pilule, est encore très peu utilisée : moins de 10 % des femmes en 1972 ! Et en Bretagne ? Dans le Morbihan et les Côtes-du-Nord, moins de 100 femmes inscrites au Planning Familial et les chiffres diminuaient chaque année. Même dans les départements où les adhérentes étaient nombreuses (Ile-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Finistère), l'information avait atteint les catégories sociales privilégiées, mais n'atteignait pratiquement pas les agricultrices, les employées et les petites commerçantes si nombreuses dans notre région. La prise en charge, par les femmes, de leur fécondité n'était donc le fait que des femmes les plus favorisées. Certaines femmes qui, parfois, subissent les rapports sexuels plus qu'elles n'y participent, estiment que ce n'est pas à elles de « faire attention » alors qu'en cas d'échec, elles sont les premières à en souffrir. Mais il arrive aussi que le mari craigne que sa femme, libérée de la peur de maternités non voulues, ne recherche et ne découvre du plaisir ailleurs. C'est pourquoi la pilule n'est pas toujours admise par ceux que leur profession éloigne du domicile conjugal (marins, représentants...) car il faut la prendre tous les jours et elle est efficace tout le mois alors qu'ils ne sont là que de temps à autre.

Mais la résistance vient parfois du milieu médical : dans le Finistère, une femme ayant eu 15 grossesses, nous a dit : « J'en aurais bien eu 7 ou 8 de moins, mais mon médecin était contre la pilule. » Mais ce sont surtout les jeunes célibataires qui ont des difficultés à obtenir une

méthode contraceptive. Une jeune fille de 19 ans s'est vu dernièrement répondre par son médecin traitant, à Brest : « La pilule ? Pourquoi faire ? Pour aller vous faire culbuter à la sortie du ciné ? » Fin 1974, dans le Morbihan, une jeune ouvrière, déjà mère célibataire s'est vu, après un avortement Karman, refuser la pilule par son médecin ; celui-ci l'avait auparavant « sermonnée » pour ne pas avoir voulu garder sa grossesse alors que la garde de sa fille lui coûte déjà la moitié de sa paye.

La contraception étant peu répandue, les avortements sont nombreux. Presque toutes les visites au Planning et au M.L.A.C. sont dues à des demandes d'avortement (20 environ par semaine pour Quimper et sa région). Elles sont surtout le fait de jeunes filles de 17 à 25 ans (on a encore chez nous souvent la dent dure à l'égard des filles-mères !) et de mères de familles nombreuses qui ont souvent passé la quarantaine.

Alors que la contraception médicale ne touche encore que des milieux privilégiés, les demandes d'avortement émanent de tous les milieux sociaux y compris des milieux ruraux. Mais le poids de la morale religieuse est encore très lourd pour les catholiques. Elles sont souvent culpabilisées. Il faut avoir vu, pour le comprendre, le regard désemparé de cette mère de 7 enfants qui cherchant une solution à une grossesse non désirée, disait : « Madame, je suis pratiquante, mais cette fois, vraiment je ne peux plus ! » Et c'est aussi à propos de ces femmes qu'on ose parler d'avortement de convenance !

Cependant la situation évolue. Dans la région, des hôpitaux, parfois même des cliniques à personnel confessionnel reçoivent maintenant pour des interruptions de grossesse. La contraception progresse. La lutte a été dure, mais elle nous a permis de réfléchir à notre condition ; elle nous a fait aller plus loin dans nos revendications. En Bretagne, le poids de l'idéologie traditionnelle, de la religion, reste très lourd. Et ce ne sont pas les plus dominées qui revendiquent les premières. Les bretonnes sont, dit-on, triplement exploitées. Mais, malgré les tentatives de récupération comme « l'année de la femme », les plus exploitées ne seront-elles pas bientôt les plus énergiques pour réclamer et obtenir plus de liberté.

Claude Michel

J'AI FAIT LE JERMENT
D'HYPOCRATE DE NE PAS FAIRE
D'AVORTEMENT A MOINS DE 2.000 F.



Cliché « L'Assiette au beurre »

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emploi en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

— 2 étudiants, garçon et fille, ayant déjà travaillé dans ferme, cherchent travail dans ferme Trégor - Léon - Cornouaille. Payé ou pas. Condition : parler breton.
Blanc, 21, rue Châteaudun, Rennes.

— Animateur culturel, 10 ans d'expérience cherche emploi dans les secteurs : culturel, social, tourisme, vacances populaires, organismes de formation, relations publiques, etc...
Etudie toutes propositions en Bretagne. Préférence pour régions de St-Brieuc et Lorient. S'adresser au journal.

— Jeune homme, 24 ans, cherche emploi représentation. 2 ans d'expérience. Etudierait toutes propositions en Bretagne. S'adresser au journal.

KABIGS, CABANS, MARINIÈRES,
DUFFLE-COATS, VESTES 3/4, MANTEAUX,
POUR DAMES, HOMMES & ENFANTS
GRANDE TAILLE A LA DEMANDE

BREIZH KABIGS

MAISON Y. LE MEUR
247, rue J.-Jaurès - BREST

PRIX — QUALITE — CHOIX

Tél. 44-75-69

Signée par sept
partis de 6 pays

un document international...

La Déclaration de Brest

imprimée en suisse,
diffusée en Bretagne par l'U.D.B.
4 francs (3 francs + port)

à verser à : U.D.B. - B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX
C.C.P. Rennes 2.365.78

ADHEREZ A L'U.D.B. REJOIGNEZ L'U.D.B.

ABONNEZ - VOUS AU PEUPLE BRETON

COTES-DU-NORD

GUINGAMP :

« LIBERTE D'ENTREPRISE »

Les onze ouvriers de l'entreprise Merrien de Kerloas en Plouisy ont appris la **liquidation des biens de leur entreprise de construction** par une annonce légale parue dans un hebdomadaire local. **Depuis 3 mois, aucun d'eux n'a perçu de salaire**, aucun n'a reçu de lettre de licenciement et le patron est parti sans laisser d'adresse. Si bien que les ouvriers, pour la plupart pères de famille nombreuse, ne perçoivent **ni allocations familiales, ni allocations de chômage**. L'appel à un huissier leur a coûté 35 F chacun, mais ils attendent toujours. Une fois de plus, la liberté d'entreprise n'est pas la liberté des travailleurs.

MOR-BIHAN

PONTIVY :

LICENCIER PLUTOT QU'APPLIQUER LA LOI

Quand un patron a décidé de licencier, nul impératif « moral », nulle intervention des pouvoirs publics ne l'en empêche. L'entreprise Jacques a, en quatre ans, bénéficié de primes substantielles pour faire passer son effectif de 300 à 500 salariés. Quand, le 15 mai, elle décide 102 licenciements, en prépare 40 autres, personne ne peut demander de compte au patron.

Le sous-préfet de Pontivy s'est conduit, en la matière, de manière particulièrement honteuse, se moquant ouvertement des ouvriers, affirmant qu'il connaissait depuis longtemps l'intention du patron de licencier et ironisant sur les délégués syndicaux qui avaient cru en la parole du patron.

Il suffisait pourtant d'appliquer la loi pour que les emplois soient maintenus, le gouvernement payant la part patronale du chômage partiel. Mais la loi n'oblige pas le patron... à appliquer la loi ! C'est à lui de choisir entre diverses solutions. Il a, cyniquement, choisi la plus brutale.

LOIRE-ATLANTIQUE

NANTES :

LE DÉSERT CULTUREL NANTAIS

Les « fils-à-papa » de la jeune chambre économique (simple association) accomplissent des actes « juvéniles » de bravoure... dans la foulée réactionnaire de leurs aînés. Ce sont eux les organisateurs du concours « Pays de Loire » dans les écoles. Au moment des récompenses, ils ont déploré les propos des journaux de Paris au sujet du « désert culturel nantais ». Et de citer les réalisations parisiennes de la bourgeoisie « amenées » à la brave population de la ville...

S'il n'y avait pas la spectaculaire rénovation du patrimoine breton que n'atteint pas l'indigence intellectuelle des jeunes patrons, qu'y aurait-il eu en danses, chants, théâtre émanant du peuple et inspiré du passé ? Il est vrai que le conditionnement culturel contribue à l'exploitation sociale !

ILLE-ET-VILAINE

FOUGERES :

QUI EST RESPONSABLE DU CHOMAGE ?

Alors qu'on licencie chez Cyclone (22), qu'on en prévoit 250 chez Martin, qu'il y a de sérieuses alarmes pour Rehault et Morel-et-Gaté, que la plupart des entreprises de la ville sont en péril, les politiciens de droite amusent le tapis.

Yves Corvaisier, ancien candidat centriste, attaque de manière violente le député UDR Cointat. Il oublie tout simplement de signaler que tous deux ont soutenu, et soutiennent encore la politique désastreuse de Giscard.

La comédie écœurante, qui consiste à se quereller à fleurets mouchetés, ne pourra longtemps duper les travailleurs. Dans la crise actuelle, c'est la droite, toute la droite, qui est solidairement responsable.

FINISTERE

BREST :

LE PERSONNEL DE L'HOPITAL MANIFESTE

Au Centre Hospitalier Universitaire de Brest, une centaine de postes, dont 90 d'infirmières, sont vacants. Comme le nombre des malades ne diminue pas, cela provoque une surcharge de travail pour le personnel en place, avec en conséquence, une baisse dans la qualité des soins donnés. Telle infirmière qui tombe malade n'est pas remplacée, telle autre doit travailler pendant trop d'heures consécutivement ou se trouve seule dans un service pendant une nuit.

Devant cet état de fait, le personnel hospitalier a manifesté à Brest le 11 juin.

Dans un tract distribué à la population à cette occasion, la C.G.T. réclame une augmentation des effectifs, aussi bien de soins qu'administratifs, une réduction du temps de travail, une augmentation des possibilités de formation de tout le personnel (l'école d'infirmières est trop petite, il n'y a pas de personnel suffisant pour former plus d'aide-soignants et la possibilité de formation professionnelle et continue est réduite).

La C.G.T. souligne également que, dans une ville qui comptera bientôt 10 000 chômeurs, il est anormal que des postes vacants ne soient pas pourvus.

grapholor

ETUDE APPLICATION GRAHIQUES

S.A.R.L. au capital de 40 000 f.
rue de la montagne
29 136 LOCRONAN - 91-73-30
r.c.74 B 42 QUIMPER

NOS LECTEURS (aussi) FONT LE P.B.

Nous rappelons ici le principe de cette rubrique, inaugurée avec le dernier numéro du P.B. Nos colonnes s'ouvriront désormais tous les mois aux collaborations **signées** que nos lecteurs nous adresseront. Si vous avez quelque chose à dire, prenez la parole : nous vous l'offrons.

LE VIETNAM SOUS LES FRANÇAIS...

J'ai navigué, comme officier, sur le navire-bagne « La Mari-nière » (1933 et 1934). J'ai effectué les convois de bagnards de l'île de Ré ou d'Alger à Saint-Laurent-du-Maroni et sur-tout un voyage de ce bagne affreux qu'était Poulo-Condor en Indochine française. On en a beaucoup parlé, ces derniers jours... Puisqu'il faut dire la vérité, la voici.

En ce bagne il y avait des contestataires et résistants indo-chinois qui imitèrent les nôtres combattant contre Hitler et sa Gestapo. On en a pris un convoi : 700 à 800, je n'ai pas le chiffre exact.

Ces pauvres hères, après des mois et des années au bagne Poulo-Condor étaient exténués, rendus, sur les dents, minés par la maladie et les mauvais traitements, la faim : des cadavres ambulants, comme je l'ai été quand, parti de Compiègne,

j'étais laissé pour compte par les médecins nazis, 39 kilos au lieu de 75. Excusez si j'en parle...

Et ces courageux patriotes-résistants, on les amenait du bagne de Paulo-Condor au bagne de Saint-Laurent-du-Maroni. Ainsi, durant un voyage plus que pénible à travers l'Océan Indien et l'Atlantique-Sud, enfermés dans des cages à lions, nourris comme des cochons, combien ont succombé ? Des dizaines ! On les lançait à la mer — comme pâture aux requins voraces qui suivaient notre frêle navire et n'en faisaient qu'une bouchée. Il n'en restait qu'une horrible mare de sang !

Voilà la vérité sur les « nôtres » : il faut la dire. La « presse libre » osera-t-elle un jour publier ces faits, afin que nul ne recommence ?

Jean RALLON
Ancien déporté,
22 Saint-Glen

Vos vacances en Bretagne-Sud

**ouest
france**



marins de Groix qui entonnent toujours les chansons du temps de la marine à voile.

Ils ont déniché le secret des véritables recettes bretonnes ou les coins de pêche soigneusement tus.

Reportage permanent, chronique locale plaisante pour vous narrer la guerre des nus à Erdevén ou sérieuse dans son étude économique sur le problème des paludiers à Guérande, ce guide est aussi et surtout celui des vacances.

Pour parfaire son originalité et son esprit nouveau, des pages sont consacrées à des itinéraires pour ballades de tous genres qui signalent curiosités, sites et monuments méconnus.

Des pages-service rassemblent les quelques adresses et numéros de téléphone indispensables tels que ceux de la capitainerie, de l'hôpital, ou encore les possibilités d'accueil (hôtels, campings, locations etc...) et de loisirs, les fêtes locales et circuits touristiques.

Que vous soyez pêcheur ou navigateur débutant ou chevronné, vous aurez aussi les informations relatives au port : sa situation, ses possibilités en mouillages, le nombre de places, les références aux cartes marines etc...

Cinq cartes en couleurs, au 100.000^e, vous permettront de repérer le hameau de vos vacances ou de situer la petite commune berceau de légende connue.

Avec ce guide, nous vous souhaitons de très heureuses vacances, dans cette Bretagne qu'il vous semblait connaître.

Vous le trouverez en vente 19,50 frs, chez tous les dépositaires Ouest-France de la Côte sud Bretagne, dans toutes les grandes villes Bretonnes et à Paris dans les gares Saint-Lazare et Montparnasse et à la Maison de la Bretagne.

LA BRETAGNE:

une terre, des coutumes, des hommes, une culture...

UNE LANGUE:

ASSIMIL



AR
BREZHONEG
DIDORR

LE BRETON sans peine

par Fanch MORVANNOU

LE BRETON SANS PEINE en

un volume de 77 leçons illustrées
disques ou cassettes ou bandes magnétiques

VENTE TOUTES LIBRAIRIES et DISQUAIRES

et ASSIMIL

13, rue Gay Lussac. 94430. Chennevières / Marne
téléphone: 933.88.99

5 LIVRES POUR L'ÉTÉ

POÉSIE



Cliché Le Peuple Breton

Jean-Luc DEUFFIC LA TERRE GREFFÉE

Jean-Luc Deuffic est un nouveau venu dans la poésie bretonne d'expression française. Ses 21 ans lui ont cependant permis de découvrir le vrai visage de sa terre natale, pays greffé aux facettes multiples, décousu d'espérance... C'est encore un enfant qui parle et pourtant son cri est adulte. Après les Keïneg, Keginer, Coïc et Le Men, Deuffic prend place dans la lignée des nouveaux bardes, de ceux qui ont rejeté les rimasseries des clochers à jours, des cours de ferme embaumées de senteur, des souvenirs complaisants de jeunesse truquées, pour se pencher sur les « hommes des tourbières et des presqu'îles ruines d'un rêve de granit d'un rêve de misère Hommes de la nuit Hommes des sillons »...

La « Terre greffée », tant de fois vendue, tant de fois trahie, tant de fois dépecée, cette nation d'hommes virulents et avides, s'éveille dans ces vers, de haine et de colère, de pauvreté et de misère. Écoutez les poèmes de Deuffic : ils sont ceux du peuple breton.

Jean-Luc Deuffic - La terre greffée
La Pensée Universelle. En vente chez l'auteur : 7, cité Kerbrat, 29213 Plougastel 16,10 F.

HISTOIRE

Roger LE PAGE LES BLEUS DU CHÂTE

Il s'agit ici d'histoire : celle des Châtelaudrains sous la Révolution. Châtelaudren, entre Saint-Brieuc et Guingamp, sert de cadre à une étude alerte, toujours fondée sur la publication et l'utilisation directe des documents. Le livre se présente comme un montage de courtes séquences, taillées sur le vif, où se dégagent les aspects de la vie quotidienne du peuple de cette petite ville bretonne il y a deux siècles. Le genre est difficile et bien des érudits du XIX^e siècle ou de nos jours y ont sombré, en laissant le lecteur par de futilles anecdotes sans signification ni vérité. Ici, au contraire, l'essentiel se dégage sans peine du récit : c'est l'histoire du peuple, du peuple révolutionnaire de toujours, qui jette à bas l'inégalité, le privilège et la superstition. Ce peuple, Roger Le Page l'aime et le connaît. Lorsqu'après

l'immense espoir de la Révolution, il jette un regard désolé sur le XIX^e siècle, lorsqu'il décrit l'ouvrier en chômage, mal nourri et malade, humilié par la bourgeoisie triomphante, « une journée de travail ne donnant pas une livre de pain noir », il semble nous dire : où est le sens de l'histoire ? C'est que la Révolution, nous le savons en Bretagne, reste à faire — à Châtelaudren comme partout.

Roger Le Page - Les Bleus du Châte -
En vente près de l'auteur : Lycée Dupuy-
de Lôme, Lorient

POLITIQUE

Guy HERAUD L'EUROPE DES ETHNIES (2^e édition)

Quand parut la première édition de ce livre, en 1963, le réveil des nations sans Etat et des minorités nationales n'était pas reconnu encore dans sa vraie dimension comme l'une des composantes fondamentales de la crise de notre civilisation. En France même, parler de « minorités nationales » relevait du blasphème ou de l'exagération grossière.

En outre l'importante littérature qui s'est développée depuis dix ans manquait encore. « L'Europe des ethnies », en tentant une approche scientifique de la question nationale, a ainsi constitué une étape importante dans la décolonisation interne de l'Europe. En révélant avec précision les mécanismes par lesquels, à l'abri de la soi-disant légalité, les appareils étatiques maintiennent l'aliénation économique, sociale et culturelle de plusieurs peuples, cette étude constitue une des références des combats de libération entamés du Pays basque aux Flandres, de Bretagne au Tyrol... Certes, nous ne suivons pas toujours l'auteur de ce livre dans ses conclusions politiques. Et dès 1964, l'U.D.B. refusait de confondre son combat avec certaines ambitions, personnelles ou partisans de Guy Héraud... C'est ce qui fait qu'aujourd'hui, plus encore qu'il y a dix ans, l'intérêt du livre réside surtout dans la cinquantaine de monographies minuscules, mises à jour, qui en font un irremplaçable répertoire des combats européens de décolonisation. Pour certains, ce livre sera une révélation, pour tous, il reste un ouvrage de travail et de référence.

Guy Héraud - L'Europe des Ethnies
(2^e édition) - Presses d'Europe, 24 F.

LITTÉRATURE

Philippe DURAND LE LIVRE D'OR DE LA BRETAGNE

Un livre qui s'ouvre sur le texte de la « submersion de la ville d'Is », extrait du « Barzaz-Breiz » et qui se termine, trois cents pages plus loin, par un texte de l'Union démocratique bretonne, extrait du « Peuple breton », ce n'est déjà pas très courant... Encore moins lorsque ce livre est édité à Paris, par la célèbre maison Seghers. C'est pourtant ce que vient de réaliser Philippe Durand avec cette anthologie historique et littéraire. C'est la Bretagne qui a inspiré ce livre, du Moyen-Age à Paul Keïneg et Alan Stivell. Les textes ici présentés sont empruntés à des écrivains nés sur le sol breton, à la littérature populaire et aux archives de l'histoire. Œuvres littéraires et documents d'histoire, des moines médiévaux aux projets de centrales nucléaires, lyrisme et polémique s'affrontent et proposent un panorama complet de la Bretagne. Non point catalogue de morceaux choisis, mais évolution d'une culture vivante, ce livre délaisse, dans un admirable silence, les chemins tortueux du régionalisme honteux et s'engageant sur la voie royale de la libération, il s'achève, avec Lebesque, Denez, Gwernig, Glenmor, Keïneg, Evenou, Piriou, Stivell, Servat, Kirjuel, Keginer, Moazon, Coïc, etc... sur un admirable flamboiement qui témoigne de la vitalité étonnante de la nouvelle culture bretonne. Un livre qui peut permettre à beaucoup de découvrir et de comprendre notre combat.

Philippe Durand - Le livre d'or de la Bretagne, Seghers -

ROMAN

André NAVELLOU L'AMBASSADE DU RACHAT

Une maison d'édition locale (Nature et Bretagne, de Quimper). Un auteur local (André Navellou, enseignant morbihannais). Une histoire locale, qui aurait pu faire de ce roman un livre « provincialiste » de plus... Et pourtant ce n'est pas le cas. Dans la Cornouaille du début du XX^e siècle, aux sources de l'Odé, un monde de petits paysans est aux prises avec la rudesse de la terre bretonne. Les montagnes noires dressent une barrière qui les isole du monde. Dans cet univers paysan clos, la venue d'un étranger va réveiller, dans le cœur d'un des personnages, l'écho oublié d'un ancien drame. Personnage insolite et mystérieux, il disparaît comme il est apparu, sans livrer son secret... Ainsi est peint un monde attachant et aujourd'hui disparu : des hommes simples, à la sensibilité accordée à la terre et au temps, y poursuivent une quête patiente du sens de leur vie. D'étranges affinités les relient au monde de l'invisible. C'est encore (et toujours) la Bretagne qui vit en ces pages simples qu'illustrent, en un discret écho, les étranges dessins de Vivette Navellou.

André Navellou - L'Ambassade du rachat
Nature et Bretagne 29 F.



DISQUES

ARFOLK

EDITIONS. PRODUCTIONS. DIFFUSION
sont réalisées en Bretagne

BOMBARDE et ORGUE - JÉGAT et YHUEL

Grand prix du disque 73, Cythare d'or 73

Ar Sonerien Du - Diaouled ar Menez
Kouerien Sant Yann

Ar Bleizi Ruz - Ar Penseerien

Mikaël Kerne - Youenn Gwernig - Cadic Ha Kimry
Frères Pennec - Sœurs L'Hour - Frères Kergosien
Beilhadeg e Menez - Kamm (Veillée à Menez-Kamm)

DISTRIBUTION Keltia Tri (Production ALAN STIVELL)

Bagad Bleimor Champion de Bretagne 1973

DISTRIBUTION EXCLUSIVE DISQUES VELIA :

François Budet - Kannerou Santel
Satanazet - Georges Schmitt - Ar Skrilhed

La musique bretonne, c'est ARFOLK

SOCIÉTÉ BRETONNE D'ENREGISTREMENT

14, Passage du Blavet .. 56100 LORIENT..

Peuples opprimés

DECLARATION DE BREST

Le 8 juin 1975 a eu lieu la quatrième réunion de la « Déclaration de Brest ». Toutes les organisations signataires (U.P.G. - U.D.B. - Mouvement Républicain Irlandais - H.A.S. - Cymru Goch - E.C.T. - P.S.A.N.) (P) étaient présentes, traduisant ainsi une volonté de construire un front politique capable d'établir au niveau de l'Europe une stratégie de lutte de libération nationale et sociale.

Voici quelques extraits du communiqué final établi à l'issue de cette quatrième rencontre :

"En Irlande du Nord et dans l'Etat dit "libre" du Sud, les camps de concentration regorgent d'hommes et de femmes qui sont opposés au système colonial. Afin de protéger ses intérêts, le capitalisme britannique avec son armée, nourrit les flammes d'un conflit sectaire en Irlande du Nord. Avec ses laquais irlandais, elle continue d'employer tous les moyens, y compris la contre-révolution de l'I.R.S.P. et des Provos, pour briser la véritable dynamique des travailleurs irlandais vers une république souveraine et socialiste.

En Pays Basque Sud, la répression touche toute la population : c'est l'état d'exception. La police arrête et torture. Garmendia, Otaegui, Eva Forest risquent leur tête, tout comme en Galice et en Catalogne où plusieurs militants révolutionnaires ont été arrêtés. Cette répression est souvent exercée grâce à la complicité de la police française que son libéralisme apparent n'empêche pas de faciliter la tâche des tortionnaires de Franco (manœuvres communes, échanges d'informations, expulsions vers l'Espagne etc...)

Au nom des peuples que nous représentons, nous appelons toutes les organisations des peuples opprimés d'Europe occidentale à se joindre à nous dans le combat pour une EUROPE SOCIALISTE ETABLI SUR L'EGALITE DES PEUPLES QUI LA COMPOSENT.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS ET PEUPLES OPPRIMÉS : UNISSEZ-VOUS !

PEROU

Le Quéchua, c'est-à-dire la langue dans laquelle s'exprimaient les anciens Incas avant l'arrivée des conquistadors, est maintenant langue officielle du Pérou.

Le gouvernement militaire vient de promulguer une loi donnant au Quéchua un statut égal à celui de la langue espagnole, ce qui veut dire que cette langue indienne sera enseignée dans toutes les écoles depuis le primaire jusqu'à l'Université.

TERREUR FRANQUISTE EN EUZKADI

Le H.A.S. (Herriko Alderdi Sozialista) vient de publier un dossier complet sur ces événements qui constituent un épisode particulièrement marquant de la lutte d'un peuple pour sa liberté. Une lutte qui s'est brusquement radicalisée dans un sursaut du régime franquiste que d'aucuns pensaient moribond et qui n'épargne d'ailleurs ni les Catalans, ni les Galiciens. L'ampleur et le nombre des incidents rend difficile la publication d'un compte rendu exhaustif, aussi allons-nous aujourd'hui tenter de dégager les principaux traits de la répression et de ses conséquences.

LA REPRESSION

Il y a longtemps que le régime n'a pas déployé un tel arsenal répressif. Certes les militants d'E.T.A. connaissent depuis de nombreuses années les arrestations, tortures et assassinats perpétrés par la police. Mais 1975 connaît un véritable déchaînement de la brutalité fasciste qui n'épargne vraiment plus personne. Comme ces nombreux prêtres arrêtés, torturés, passés à tabac, mitraillés (le Père Tasio Erquiza arrêté et torturé, le Père Félix Iraurgi, âgé de 60 ans, arrêté et torturé, le Père Enrique Echaniz, frappé à coups de crosse dans son église, le Père Audouin dont la maison a été mitraillée à Ondarroa, etc... etc...), ou bien encore ces gens froidement abattus par la guardia civil (Inaki, 53 ans, et sa femme Blanca, 48 ans) pour le simple motif qu'ils hébergeaient un militant d'E.T.A. Comme aussi le nombre considérable de personnes arrêtées (plus de 1500 dont plusieurs dizaines d'avocats) (1), depuis que l'état d'exception a été décrété le 25 avril dernier : plus de 800 personnes sont aujourd'hui détenues (que de sentences en perspective !), et l'on estime que 80 réfugiés politiques arrivent chaque mois en Euzkadi Nord.

LES BARBOUZES

Le fait nouveau dans cette escalade est l'apparition des barbouzes et des polices parallèles. Ainsi ces guerilleros tel Christo Rey (groupe d'extrême droite para-policière) qui se sont chargés des pires actions de répression



Biarritz — 6 juin 1975 : attentat fasciste espagnol.

depuis le mois de mai : destruction de magasins dont le propriétaire était connu comme basquais, passage à tabac de l'avocat Pedro Ibarra Guell (un des avocats de Burgos) et de nombreux prêtres, plasticages, mitraillages et incendies de voitures immatriculées en France (plus de 30 explosions, incendies, agressions ou destructions, dont des œuvres d'art basques, ont été perpétrés depuis le 8 mai).

Cette pratique n'est d'ailleurs pas limitée au sud, car dès le 21 mai, des commandos ont commencé à agir au Nord : découverte d'une bombe dans un local où s'entraînent 200 enfants, plasticage par deux fois de la librairie Mugalde, menaces de mort, etc... Le 11 juin un commando franquiste saute à Biarritz avec la bombe qu'il voulait poser. Le 12 juin, c'est le siège de l'association Anai Artea qui saute (association d'aide aux réfugiés), puis la librairie Naparos à Biarritz, tandis qu'une bombe explose dans un collège d'Hasparren.

LA COMPLICITÉ FRANÇAISE

L'incident qui a opposé à Bayonne un commando d'E.T.A. à un filic espagnol (lequel a reçu une balle dans la cuisse) est très révélateur de l'at-

titude complaisante des autorités françaises à l'égard des barbouzes espagnols qui passent impunément la frontière avec tout leur arsenal de tueurs (armes, explosifs et munitions) et que l'on reconduit gentiment de l'autre côté sous la protection du Conseil et d'agents de la D.S.T. — y compris lorsqu'ils sont repérés ou pris ou même capturés par des réfugiés basques qui les remettent à la police française.

Le voyage de Poniowski à Bayonne (puis à Perpignan) mais quel journal français l'a dit ? n'avait pas d'autre but que « d'arranger les choses », au grand étonnement des magistrats du Parquet de Bayonne dont les décisions ne sont même plus respectées par la police. De la tolérance, on est à l'évidence passé à la collaboration.

UN NOUVEAU BURGOS

Pendant ce temps un nouveau Burgos se prépare, c'est-à-dire une parodie de procès comme le franquisme en a le secret, devant le tribunal militaire où vont comparaître deux militants révolutionnaires basques. José Garmendia « Tupa », arrêté et grièvement blessé à la tête le 25 août dernier (il reste aujourd'hui physiquement très diminué) et Angel Otaegui. Seul le poids de l'opinion publique internationale peut encore empêcher Franco de faire assassiner ces deux hommes ainsi qu'Eva Forest, mère de 3 enfants accusée de complicité dans l'attentat contre Carrero Blanco et la Puerta del Sol.

A tous ceux qui, cet été, iront se dorer au soleil franquiste, nous souhaitons bonne conscience et bon appétit. Et s'il y a des balles perdues, qu'on ne vienne pas nous demander de verser des larmes.

Service des Relations internationales de l'U.D.B.

(1) Il a fallu réquisitionner les arènes de Bilbao ainsi que 2 collèges pour les loger : comme à Santiago du Chili !



18 juin à 11 h. à l'hôpital de Bayonne : d'importants renforts de police protègent le transfert d'un blessé. Qui est cet homme ? Il se fait appeler W.E. Edwards et il s'agit d'un important membre des commandos fascistes du « Christ-Roi » opérant dans l'Hexagone !

PROTESTEZ !

Le Comité exécutif de l'U.D.B. demande aux lecteurs du Peuple Breton qui désirent manifester leur indignation contre la répression au pays basque, de retourner à l'ambassade d'Espagne (15, avenue George V, 75008 PARIS) l'encart ci-dessous (découpé ou recopié) :

M., Mme, Mlle _____
adresse _____
protéste avec vigueur contre la répression qui frappe le peuple basque et demande la libération des patriotes emprisonnés.
A _____ Le _____
signature :



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Chaque mois nous recevons un abondant courrier de nos lecteurs, satisfaits ou mécontents du « Peuple Breton ». Nous devons bien entendu choisir parmi ces nombreuses lettres celles qui nous semblent les plus intéressantes ou les plus représentatives, et nous les publions au « Courrier des lecteurs », qu'elles nous passent la brosse à reluire ou qu'elles manifestent des désaccords. Le plus souvent, elles sont accompagnées du nom ou des initiales de leur auteur sauf quand, pour des raisons de sécurité entre autres, celui-ci nous demande de conserver son anonymat. On comprendra que nous nous refusions, par contre, à faire paraître les lettres de critiques ou d'injures de personnes qui restent courtoisement anonymes, ou qui se contentent de signer illisible, ce qui ne vaut guère mieux.

L'HONNETETE DES DIFFUSEURS DU P.B.

Cher Peuple Breton,
J'étais l'un de tes lecteurs occasionnels. Je me suis abonné auprès de l'un des diffuseurs lors du passage de Stivell au Palais des Sports à Paris. Ma surprise fut grande de lire (dans ton numéro du mois de mars) mon nom dans la liste de tes mécènes. Ces 3 F., si je m'en souviens bien, ne représentaient que le reliquat, sur 25 F., de l'achat de ton numéro de janvier + l'abonnement 1975. Tu peux, je crois, continuer d'avoir confiance en la grande honnêteté de tes diffuseurs. Bravo aussi à ton trésorier et à sa saine comptabilité.

Mes moyens sont modestes, mais l'on a sa fierté. Ci-joint 37 F. pour arrondir tes comptes et me réhabiliter aux yeux de mes amis.

L.F., 95 - Argenteuil

DU POISSON PLEIN DE PHOSPHORE

Dans votre dernier numéro du P.B. (Avril 75), j'ai été surpris par un article intitulé : « Des gars qui ont la pêche » (signé par M. Guégan) à propos d'une soirée de soutien aux marins-pêcheurs en grève à Lorient. Surpris et quelque peu scandalisé.

Revêtements modernes du sol
TAPIS—MOQUETTES

Tentures murales

Pierre ROUAT

15, avenue A. Le Lay
CONCARNEAU

Pour cette soirée, vingt-neuf télégrammes ont été expédiés à des artistes, et seul Gilles Servat aurait répondu présent. Permettez-moi de rappeler les faits à M. Guégan, car des soirées de soutien, il y en a eu effectivement trois : la première à Lorient le 12 mars au Palais des Congrès avec Pop Colinn, le groupe Ar Vran, le Djibout'jeb et Mettais-Cartier ; la seconde à Concarneau le 15 au C.A.C., avec Christian Belluard, Patrick Sirhugues, Armand, Gérard Ducos, deux africains, travailleurs immigrés qui chantèrent quelques chansons de leur pays, une fillette qui nous joua quelques airs d'accordéon, puis le Djibout'jeb et la soirée se termina par un bal animé par un orchestre et des sonneurs concarnois ; enfin, une troisième soirée eut lieu le 19 à la Trisole des Loisirs de Lorient, avec Gilles Servat, certes, mais également une première partie assurée par P. Sirhugues, le groupe Ar Vran et Bernard Benoit.

Il me semble que tout ceci mérite un rectificatif de votre part, car je sais que la qualité du soutien apporté aux grévistes a été la même, que ce soit par des artistes connus ou par des inconnus. Mais peut-être faut-il être une vedette patentée pour avoir le droit d'être mentionné par le Peuple Breton ? Quoiqu'il en soit, si M. J. Guégan a la mémoire défaillante, conseillez-lui donc de manger plus de poisson : en même temps qu'un soutien tangible aux marins-pêcheurs, le phosphore c'est très bon pour la santé. Un p'tit verre d'huile de foie d'morue lui fait pas d'mal non plus.

Patrick Le Garrec,
56 - Guidel

... 1) Il est un fait que Gilles Servat a été le seul des 29 destinataires de télégrammes à répondre positivement à l'appel des organisateurs.

2) Je n'ai pas prétendu que rien n'a été fait par ailleurs par les chanteurs et groupes à l'occasion de cette grève. Par exemple, des groupes comme Ar Vran ou Djibout'jeb ont pu être con-

tactés rapidement dans la région de Lorient... sans expédition de télégramme. Ils n'étaient donc pas concernés par la critique formulée dans mon mini-article. Je renvoie donc à P. Le Garrec la proposition de manger du poisson plein de phosphore.

3) J'ai cité G. Servat non comme « chanteur patenté » (qu'est-ce que cela veut dire réellement ici ?), mais comme un type solide.

4) Je maintiens que l'information rapportée valait bien quelques lignes dans le P.B. J'aimerais entre autres qu'on puisse comparer la proportion de réponses positives dans le cas présent (une sur vingt-neuf) à la participation des chanteurs et groupes en question à nos prochaines mascarades de l'été. Celle du 14 juillet par exemple.

Joël Guégan, 56 - Lorient

RETOURNE DANS TON PAYS !

Je reprends un abonnement au « Peuple Breton ». Votre journal est vraiment merveilleux. Mais il est si triste de voir ce qui se passe dans notre pays que je suis pour le FLB/LNS...

Il faut entendre ce que les gens d'ici disent sur la Bretagne. Certains m'ont déjà reproché de manger leur pain et de prendre leur travail. Et puis c'est : « Retourne dans ton pays, la Bretagne », « Nous n'avons pas besoin de bretons ici ». Enfin j'en vois de drôles. Des fois j'ai envie de pleurer...

Y.-B. B. - Tourcoing

SECTIONS BRETONNANTES : BRAVO !

J'applaudis à l'heureuse initiative que l'U.D.B. a eue en créant des sections bretonnantes et ceci pour plusieurs raisons : tout d'abord, tout parti politique breton dont le comportement est tel qu'il nie la culture bretonne est perdu d'avance.

Voici les faits : votre parti qui présentait un candidat au Faouët, avait à juste titre, fait une publicité importante dans les campagnes les plus reculées. C'est ainsi que l'on vit arriver dans mon village des gens qui parlaient français tout en défendant des idées « bretonnes ». Voici la réaction des paysans du coin : « Sell ta, ar ré-se zo deut da zifenn ar vro, ha n'eus tamm brehone ganté ». L'erreur est grave, cela va de soi. On pourrait multiplier les exemples. Le premier reproche fait à un militant breton par quelqu'un qui est opposé à toute idée bretonne est celui qui consiste à défendre la Bretagne sans parler breton. Aussi est-il important, pour quelqu'un faisant partie des « forces progressistes bretonnes » d'être logique avec lui-même et d'éviter qu'on lui fasse ce type de reproche « bête et méchant », mais vrai d'une certaine manière. N'est-on pas d'une certaine manière « complexé » quand on refuse de parler breton, lorsqu'on a la possibilité de le parler ou de l'apprendre. Pour faire progresser l'idée bretonne et donner une certaine crédibilité aux partis politiques bretons, le breton doit être le « fer de lance » du mouvement breton. Pour se rapprocher du peuple, et je parle du peuple bretonnant, des paysans « réactionnaires et intoxiqués » par la presse et la télé au service de la bourgeoisie, le militant doit faire usage du breton pour créer la communication. Dalc'hamp ar stourm beteg an trec'h evit frankiz d'hor bro !

Marcel Le Goff
56 - Langonned

S'il est un reproche qu'on ne peut faire à l'U.D.B., c'est bien de ne pas faire du breton une arme politique : la création de sections bretonnantes et la publication de « Pobl Vreizh », seul mensuel politique en langue bretonne, entre autres, sont là pour en témoigner. Quant à notre candidat du Faouët, il se trouve que, parmi les militants de l'U.D.B., il est un des plus fervents défenseurs de notre langue qu'il pratique d'ailleurs parfaitement et sans « complexe ». Et il n'est pas le seul.

LA BIGORNE
Discothèque
CONCARNEAU

BREIZH-BAR
Crêperie
PLOUDALMEZEAU

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 20 F (1)
étranger : 30 F (1)
de soutien : à partir de 30 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 45 F (1)

A partir du N° _____ inclus

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat-lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

POBL VREIZH

en langue bretonne

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 10 F (1)
de soutien : à partir de 20 F (1)

un réabonnement (1)

A partir du N° _____ inclus

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
mandat-lettre (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

SOMMAIRE

PAGE 3

**POURQUOI J'AI
ADHÉRÉ A L'U.D.B.**

PAGE 4

**CHAMBON-NANTES :
COMMENT ON
FERME UNE USINE**

PAGE 5

**PAS DE SALUT
CHEZ St-SAUVEUR !**

PAGE 6

**LES BRETONS
A JERSEY**

PAGE 10

**TRIBUNE LIBRE
AVORTEMENT &
CONTRACEPTION**

PAGE 11

**LE PROBLÈME
BRETON DE BREST
A NANTES**

PAGE 14

**TERREUR
FRANQUISTE AU
PAYS BASQUE**

PAGE 15

**COURRIER DES
LECTEURS**

Marcelle Le Goff, émigrée...

Le P.B. :

Tu as bien voulu dire aux lecteurs du P.B. quelles sont les conditions de vie et de travail d'une bretonne émigrée à Paris.

Pourquoi et comment as-tu dû quitter la Bretagne ?

Marcelle :

Je travaillais chez moi à Douarnenez aux P.T.T. On nous a annoncé des compressions de personnel parce que le standard allait passer à l'automatique, comme j'étais auxiliaire, j'ai dû accepter une mutation à Paris.

Le P.B. :

Cette éventualité te plaisait-elle ?

Marcelle :

Au début oui, il y avait l'attrait de la grande ville (nombreuses possibilités de sorties), de me distraire autre part que dans les bals et surtout d'échapper aux cancans...

J'ai pu obtenir une chambre, que je devais partager avec une pensionnaire, qui a déclaré « Les Bretons puent ». Mais après un certain temps, j'ai été bien acceptée par mon entourage.

Le P.B. :

As-tu entendu beaucoup de réflexions comme celles-ci ?

Marcelle :

Oui, une fois on m'a posé cette question : « T'es Bretonne, combien de vaches as-tu chez toi au pays ? » - ou alors : « Quand on dit à une Bretonne de s'asseoir, elle s'allonge ! ».

Le P.B. :

Étais-tu contente de ton travail ?

Marcelle :

Aux P.T.T., le travail était monotone, et les relations étaient très difficiles avec mes collègues, étant donné que celles-ci avaient des obligations familiales, et leurs conversations se

Bretagne, mais les dépenses sont plus importantes, tenant compte de mes déplacements pour rendre visite à ma famille à Douarnenez.

Le P.B. :

Penses-tu retourner en Bretagne ?

Marcelle :

Oui, mais...

D'une part, il faudrait que je reparte à zéro et cela me fait un peu peur. D'autre part je travaille dans un service de consultations en psychiatrie, qui représente pour moi un travail très intéressant d'infirmière, celui-ci ne se bornant pas à faire ce métier en distribuant de simples pilules et à faire du ménage... Retrouverai-je un tel service en Bretagne ?... Je ne pense pas.

Le P.B. :

Penses-tu être un exemple de Bretonne contrainte à émigrer à Paris pour trouver du travail, et connais-tu d'autres personnes dans ton cas ?



Le P.B. :

Comment s'est passée ton arrivée à Paris ?

Marcelle :

En débarquant à la gare Montparnasse, et voyant tous ces gens entassés dans les wagons du métro, j'ai cru revivre les films évoquant les convois de déportés pour Buchenwald.

Le jour même, je devais reprendre mon travail.

Au bureau du personnel de Montparnasse, on m'a annoncé que je devais partir à Puteaux, en banlieue parisienne, pour prendre mon poste au service « Réclamations des abonnements téléphoniques », pour 90 000 A.F. par mois, j'ai mis 3 heures pour me rendre à Puteaux, n'ayant jamais utilisé ces moyens de transport, j'étais paumée.

Le P.B. :

Comment t'es-tu installée ?

Marcelle :

Arrivant à Paris, je ne connaissais personne, aucune amie pour me dépanner, aussi une Assistante sociale des P.T.T. m'indiqua un foyer-dortoir dirigé par une « cheftaine ». Le règlement du foyer était très strict : fermeture des portes à 22 h....

Puis un collègue m'a signalé un foyer de jeunes travailleurs à Puteaux,

bornaient aux problèmes de repas et de leurs enfants, de ce fait je n'ai pu m'insérer dans ce noyau, étant étrangère et peu préoccupée par ce genre de problèmes.

Depuis longtemps, j'envisageais d'entreprendre une carrière d'infirmière, mais en Bretagne, je n'ai pu passer l'examen d'entrée à l'école d'infirmière n'ayant pas l'âge autorisé.

J'ai pris connaissance qu'un examen d'entrée avait lieu dans un hôpital psychiatrique de la région parisienne, j'ai été admise, j'ai suivi les cours, et maintenant je suis diplômée depuis deux ans.

Le P.B. :

Que penses-tu des conditions de vie à Paris ?

Marcelle :

Il y a bien sûr plus de possibilités de loisirs, mais ceux-ci sont très chers et bien souvent trop éloignés du domicile.

Les conditions de logement sont difficiles et très onéreuses, actuellement je paye 470 F par mois pour un studio minable..., en proche banlieue (donc mon loyer se trouve augmenté par les frais que m'occasionnent les transports pour m'y rendre.)

Bien sûr, je gagne deux fois plus d'argent que mes amies restées en

Marcelle :

Oui, il est évident qu'il y a beaucoup de Bretonnes émigrées à Paris, (il suffit de faire le tour des cafés à Montparnasse !)

Une amie émigrée depuis trois mois, a eu assez de la vie parisienne et est retournée à Douarnenez. N'ayant pas de travail, elle a commencé à prendre des cours de sténo-dactylo à Brest, partout où elle allait les réponses étaient les mêmes - « Vous venez d'où... de Paris, retournez-y parce qu'ici vous ne trouverez rien. »

Mon amie a suivi ces conseils, et est de nouveau revenue à Paris, où elle n'a pu s'adapter, d'où retour à Douarnenez.

Elle s'inscrit à l'Agence de l'Emploi, démarche inutile pour le travail, mais une seule ressource : le chômage.

Devant ce nouvel échec, elle part à Rennes, où elle s'inscrit à la Formation Professionnelle des Adultes, mais elle ne pourra suivre ces cours qu'en fin d'année.

Recueilli par la section Paris-Ouest